

Origines de la Commune



■ Lucien Descaves (1861-1949) fut un curieux personnage. Naturaliste de la première heure, il dénonça Zola pour son « penchant à la scatologie ». Antimilitariste, il fit un bon soldat, promu sous-officier, et en tira une forte étude des mœurs militaires, *Sous-offs*, qui lui valut quelques ennuis judiciaires et... une certaine notoriété. Anticonformiste, il finit à l'Académie Goncourt, non sans avoir manifesté d'évidentes sympathies pour la faune anarchiste de son époque et compté parmi les dreyfusards de premier rang. Écrivain plutôt conventionnel dans la forme, il aborda souvent, sur le fond, des thématiques de rupture : le sort des pauvres, le destin des insoumis et leurs rêves – parfois démesurés – d'émancipation. En cela, il reste représentatif de ce temps où, naissante, la « Sociale » trouva, chez quelques littérateurs reconnus ou en phase de l'être, des regards connivents et des oreilles attentives.

La particularité de Descaves, c'est qu'il manifesta, sa vie durant, pour la Commune – qui débuta le jour anniversaire de ses dix ans de gamin de Paris – un intérêt jamais démenti. Comme écrivain et auteur de théâtre¹, comme archiviste de l'événement (sa bibliothèque était riche, écrivit Victor Méric, de « documents, mémoires, vieux journaux, paperasses de toutes sortes » relatifs à l'insurrection de 1871), comme soutien actif de communards exilés ou déportés (qu'il visita, de 1871 à 1880, à Londres, à Genève, à Bruxelles, à Strasbourg, à New York et en Nouvelle Calédonie), comme ami de Benoît Malon, de Félix Piat, d'Eugène Vermersch, de Charles Gambon, de Maxime Vuillaume et de Gustave Lefrançais (dont il préfaça les *Cahiers rouges* du premier et les *Souvenirs d'un révolutionnaire* du second, avant de devenir son exécuteur testamentaire). La Commune fut donc l'affaire de Descaves, sa cause.

Rédigé en 1935, ce texte sur les origines de la Commune² que nous avons souhaité mettre en ligne, atteste, non seulement de cette permanence d'intérêt de Descaves pour cet événement fondateur, mais aussi d'un certain brio dans l'exposé des motifs. Un brio qui devrait faire pâlir d'envie les modernes besogneux d'une histoire sociale si pauvrement dotés d'imaginaire que, les lisant, rien ne revient jamais des anciennes incandescences qui l'ont portée. Ici, c'est le contraire. Et ça fait du bien. Un grand merci à l'ami Charles Vincent pour avoir attiré notre attention sur ce texte et un autre pour l'illustration qui le chapeaute, et dont il est l'auteur.

– À contretemps –

¹ Descaves a écrit au moins trois textes sur le Siècle de Paris et la Commune : une pièce de théâtre – *Les Chapons* (1890) – en collaboration avec Georges Darien ; *La Colonne* (1901), roman autour de la destruction de la colonne Vendôme et du personnage de Gustave Courbet ; *Philémon, vieux de la vieille* (1913), un beau tableau du peuple ouvrier communard parisien.

² Ce texte fut publié dans *Histoire des révolutions. De Cromwell à Franco* – Gallimard, 1938, 260 p., pp. 117-166 – dont il constitue le cinquième chapitre.

P. S.— Trois ans après.

À l'ancien régime, à l'Empire et à la bourgeoisie qui a régné ensuite pendant un siècle, allons-nous voir succéder une jeune pousse, un prolétariat organisé, érigé en néo-bourgeoisie qui ne tardera pas à contracter les défauts de l'autre et à mettre au cercueil le squelette d'un idéal de vérité irréalisé ?

Gustave Lefrançais, ancien membre de la Commune, que j'ai aimé comme un second père, se plaisait à me répéter la parole de Proudhon, son maître : « La démocratie, c'est l'envie ! »

Il n'ajoutait pas : ... et la haine. Il avait raison, car s'il fallait renoncer à extirper ce sentiment de la nature humaine et s'il devait survivre à toutes les transformations sociales camouflées en progrès par les peuples civilisés...

Ah ! Merde !

La Commune de 1871 est une enfant trouvée morte en bas âge, étouffée dans son berceau.

Lorsqu'on s'est mis, après décès, à la recherche des parents et de leur séquelle, l'enquête étant ordonnée par les auteurs du meurtre, il fallait s'attendre à cette découverte, savoir : que la Commune était le fruit monstrueux de l'Internationale et de ses affiliés. La bourgeoisie en douta d'autant moins que l'Internationale était depuis plusieurs années déjà son épouvantail. Dès qu'un journal l'agitait ; elle avait les foies et la foire. Aussi à peine remise de ses dernières émotions, et lorsque Jules Favre dénonçant la coupable, eut réclamé l'extradition des réfugiés à l'étranger, la bourgeoisie cria-t-elle haro sur l'Association criminelle.

Du moment que la Commune était l'œuvre d'une poignée de scélérats, elle ne pouvait avoir pour mère et pour fautrice que l'Internationale. Morte la bête, mort le venin.

À la vérité, surprise elle-même par la soudaineté des événements, la Révolution du 18 mars avait accouché avant terme et confié la Commune à l'Assistance publique composée de tous les partis ; non seulement des extrémistes conscients, mais encore des affamés et des mécontents que deux sièges venaient de prendre à la gorge, à l'estomac et au ventre.

L'Internationale et ses suppôts s'étaient bornés à mettre le feu aux poudres sèches.

De cela, tout le monde n'était pas absolument convaincu, mais il suffit à l'opinion publique, lâche et crédule, qu'on lui présente n'importe quel bouc émissaire pour qu'elle se précipite dessus et ne lui fasse pas de quartier.

Ce n'est que plus tard et rassurés par un châtement exemplaire que des historiens, en petit nombre et timidement, cherchèrent et trouvèrent à la Commune des circonstances atténuantes dans l'exaltation du sentiment patriotique. Un vieux levain blanquiste aigrissant le dépit causé par la capitulation, eût censément fait croire à beaucoup d'insurgés que la Commune victorieuse reprendrait l'offensive sur de nouveaux frais, et chasserait les Prussiens du territoire envahi. Billevesée ! Paris avait surtout regimbé contre le pacte conclu à Bordeaux par une « majorité rurale honte de la France », suivant le mot proféré par Gaston Crémieux, député de Marseille, à qui son emportement causa la vie.

Mais ce pacte soulevait la population parisienne pour d'autres motifs plus pressants que la continuation de la guerre, et nous verrons lesquels. Nous verrons que la Commune n'eut à aucun moment le caractère spécifique d'une explosion de patriotisme. La guerre était finie. Il n'y avait pas à revenir là-dessus, étant données l'incapacité des généraux, la faiblesse du pouvoir et la lassitude générale. Il n'y avait plus qu'à se remettre à l'ouvrage dans des conditions à fixer. L'Assemblée de Bordeaux les fixa ; et ce fut le drame. Il n'était plus question pour les Parisiens de sortie torrentielle : le flot se retirait, mais avec sa colère.

L'Internationale ? Elle n'avait pas cessé de peloter en attendant partie, mais elle ne croyait pas, à dire vrai, que la partie se jouerait si vite et elle n'était pas prête à la gagner. La troisième défaite du prolétariat fut la sienne aussi... ; mais il y a parfois des défaites qui fortifient le vaincu aux dépens du vainqueur. Rien ne sert de vaincre, il faut vaincre le dernier.

L'Internationale avait fait parler d'elle, de 1864 à 1870, pour autoriser les soupçons, les inquiétudes et des poursuites. L'Empire se défendait et paraît les coups droits ; mais il était touché tout de même.

Les trois grands procès intentés à l'Association nouveau-née, accusaient des mouvements fébriles dont il y avait lieu de se préoccuper ; mais c'était le régime qui faisait, chaque soir, de la température.

Car l'Internationale, en définitive, ne visait à rien de moins qu'à saper l'ordre établi, en employant des moyens d'autant plus alarmants qu'ils prenaient le capital par ses cornes dorées.

À l'ancienne aristocratie chryso-gène, dont parle quelque part Chateaubriand dans ses *Mémoires*, avait succédé en 1830 une bourgeoisie encore davantage *née de l'or* et prête à tout pour s'enrichir, conformément au conseil de Guizot. Pour s'enrichir par le travail, c'est entendu, le sien, mais surtout celui des autres. Les biens nationaux, depuis 89, avaient fructifié aux mains des liquidateurs, mais leur méthode de travail, si l'on peut dire, n'était réellement profitable qu'à eux-mêmes. La situation de l'ouvrier ne faisait qu'empirer. La perspective pour quelques-uns de devenir patrons ne résolvait pas le problème. L'extinction du paupérisme ne paraissait devoir résulter que de l'extinction de l'ouvrier mourant d'épuisement au bout d'une journée qui ne finissait qu'avec la vie.

Le moins atteint était celui qui s'élevait dans sa classe et dans son métier au rang d'ouvrier expert, qualifié, d'artisan, de contremaître, de petit patron, relativement indépendant, parce que cet ouvrier habile dans sa partie était celui duquel Lacordaire a dit que, mécontent d'un employeur, « il prend ses bras et s'en va ».

C'est ce dessus de panier qui permit à l'Internationale des travailleurs de franchir la première étape. Elle se servit de lui comme d'un bélier pour enfoncer la porte. Il l'enfonça et se brisa la tête ; mais le gros de la classe ouvrière entra par la brèche et l'élargit.

Lorsque l'on dit donc que la Commune ne reçut aucune impulsion de l'Internationale, au début, oui, et si l'on mesure l'influence de celle-ci au petit nombre de chefs qu'elle donna à l'insurrection ; elle n'en fut pas moins le grain dans le sillon. Attendez qu'il lève. D'une poignée d'épis sont sorties les moissons futures. Il n'y a pas de miracle, ou plutôt le phénomène de la germination n'est pas dans la terre seulement. Une pensée de l'homme a la valeur du geste auguste. L'esprit, en s'ouvrant féconde autant que la main. Toute semence ne germe pas, mais celle qui germe est capable de nourrir un peuple et d'émanciper un monde.

Il est vrai que l'Internationale, à la veille du 18 mars, ne paraissait pas en posture de s'ingérer dans un mouvement populaire et de le diriger. Son appel aux travailleurs de tous les pays, trois jours avant la déclaration de guerre, avait fait fiasco en dépit des nombreuses signatures dont il se festonnait. D'autres clairons sonnaient la charge. L'Association, si menaçante à la fin du régime, semblait avoir démontré son inanité en ne jouant aucun rôle dans la proclamation de la République. Les Internationaux eux-mêmes étaient obligés d'en convenir : elle se déferrait. La Fédération parisienne composée de 24 sections coopératives, savoir : bijoutiers, ébénistes, imprimeurs, lithographes, marbriers, orfèvres, passementiers, peintres en bâtiment, tapissiers, tisseurs, menuisiers en bâtiment et en sièges, céramistes, boulangers, cordonniers, coupeurs pour chaussures, mécaniciens, dessinateurs, relieurs, doreurs sur bois, bronziers, taillandiers, tailleurs, cuisiniers, opticiens ; cette Fédération dépérisait. La plupart des membres associés ne payaient plus leur cotisation depuis le 4 septembre. L'ouvrier relieur Eugène Varlin, une des têtes les plus solides de l'Association, quelques semaines avant le 18 mars, constatait le relâchement des liens entre les sections et le Conseil fédéral.

Les élections générales du 8 février allaient donner à Frankel une autre occasion de déplorer l'inertie du parti militant. Les candidats qu'avaient présentés l'Internationale et la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, étaient restés sur le carreau. Frankel le constatait en ces termes désabusés : « Beaucoup de membres ne se sont pas rendu compte des raisons qui nous faisaient porter des noms obscurs

à la place de Louis Blanc et de Victor Hugo. *Nous voulons faire parvenir à la députation quelques Internationaux ouvriers. Il est regrettable qu'on n'ait pas mieux compris quel but nous visions.* »

Si donc on attendait quelque chose de l'Internationale, il était urgent de la galvaniser. La Commune, sur laquelle on ne comptait pas pour cela, il faut bien l'avouer, fournit la pile électrique. Et les tronçons dispersés de l'Internationale profitèrent des circonstances pour se rejoindre dans une action concertée.

Il faut être aveugle comme l'ont été Thiers, Aulard et quelques historiens de la Commune, pour attribuer encore celle-ci à un spasme de patriotisme, à un dernier sursaut de la défense nationale. Mais on s'égarerait également en déniait à l'Internationale l'avantage d'avoir imprimé au mouvement communiste le caractère social qui rend cette révolution mémorable. Tous les pays en reçurent ; une commotion dont les suites n'ont pas fini d'étonner le monde.

Un aperçu de l'Internationale primitive en fera mieux saisir le processus.

La Commune de 1871 a sa source, un filet d'eau, un murmure, à Londres, en 1862, et c'est le prince Napoléon qui l'a fait jaillir, sans d'ailleurs s'en douter.

À l'Exposition universelle de Londres, en 1851, des ouvriers français avaient bien été envoyés, mais aux frais et au choix des patrons.

En 1862, il allait en être de même, lorsque les ouvriers, par l'organe de l'un d'entre eux, le ciseleur Tolain, revendiquèrent la faculté de désigner eux-mêmes leurs délégués à Londres.

Mais par quel moyen obtenir du pouvoir ce vote que leur avait refusé la loi de 1791, en défendant aux ouvriers de s'unir sur les questions de salaire et en regardant la grève comme un délit condamnable?

On s'avisa, pour tourner cette loi en vigueur encore, d'un biais ingénieux. On se rappela que le commissaire général à l'Exposition de Paris, en 1855, avait été le prince Napoléon, qui ne jugeait pas inutile de s'acquérir éventuellement les sympathies de la classe ouvrière, et c'est au cousin de l'empereur qu'une adresse fut envoyée.

Comme elle répondait assez aux velléités libérales de Napoléon III, la permission d'élire leurs mandataires fut accordée aux ouvriers, en même temps qu'un viatique de 40 000 francs.

Chaque corps de métier était autorisé à fournir un nombre de délégués proportionnel à son importance. La totalité atteignit 750, Paris comptant pour 540.

Ce résultat fut obtenu dans le calme du chat qui dort. Le premier convoi, dont Tolain fit partie, rencontra à Londres de nombreux délégués des autres nations, causa avec eux et préluda à la future alliance universelle qu'envisageaient, à cette époque déjà, les *trade unions*. La lutte quotidienne pour le pain quotidien n'était plus leur unique objectif : ils visaient plus haut que le ventre ; sur leurs rêves d'avenir seulement ils n'étaient pas d'accord.

Les Français reconnurent la nécessité de procéder par étapes et de conquérir d'abord la liberté des sociétés coopératives et la liberté de grève. Après, on verrait. Mais à partir de ce jour l'Internationale des travailleurs fut en puissance dans l'air.

L'embryon ne se signala que deux ans après.

À l'occasion des élections générales de 1863, Tolain et ses amis firent paraître le *Manifeste des soixante* qui substituait nettement au problème politique résolu par la bourgeoisie à son profit, la question sociale à débattre entre les travailleurs.

Ce fut le premier grondement du tonnerre dans un ciel encore serein. De qui est-il, ce *Manifeste* plein d'une sagesse ferme et lucide? Un nommé Henri Lefort, ami des Reclus, l'aurait rédigé ; mais nous avons assez connu les deux frères, Élysée et Élie, pour admettre aisément qu'ils n'ont pas été étrangers à l'esprit, si ce n'est à la lettre, d'un document historique de cette importance. L'un et l'autre ont servi la Commune : ils donnaient des arrhes. Lefort ne prenait aucun engagement : c'était un porte-plume qu'on ne retrouve pas.

L'Opinion nationale, qui avait pour directeur Adolphe Guérout, publia le *Manifeste des soixante* dans son numéro du 17 février 1864. Peut-être le prince Napoléon averti par Guérout, qui asticotait l'Empire, ne fut-il pas fâché de voir les ronds que cette pierre allait faire en tombant dans l'eau. Elle en fit – qui ne s'effacèrent pas.

Le *Manifeste* commençait par justifier le maintien, aux élections complémentaires de 1864, des candidatures ouvrières, celles de J.-J. Blanc et de Coutant n'ayant obtenu le 31 mai 1863, que 332 voix l'une et 11 voix l'autre.

Le prolétariat comptait pour rien dans les assemblées délibérantes. Au Corps Législatif, où la propriété foncière, la finance, le commerce, l'armée, la magistrature, le journalisme, et tout, et tout, étaient représentés, le travail, que la classe la plus nombreuse, la classe ouvrière, incarne, n'avait pas de porte-parole !

En 1848, une demi-douzaine d'ouvriers bien sages – sur 750 mandataires du peuple... du peuple ! – s'étaient prêtés de bonne grâce à un simulacre d'égalité politique indigne d'une prétendue souveraineté.

Il fallait maintenant que l'élection consacraît l'égalité sociale.

Les auteurs du *Manifeste*, qui ne voulaient pas être accusés de pêcher en eau trouble, jugeaient propice, au contraire, la tranquillité du pays pour pratiquer l'essai « des institutions libres qui doivent faciliter la transition entre la vieille société fondée sur le salariat et la société future fondée sur le droit commun ».

« À moins de nier l'évidence, ajoutait impérativement le *Manifeste*, on doit reconnaître qu'il existe une classe spéciale de citoyens ayant besoin d'une représentation directe, puisque l'enceinte du Corps législatif est le *seul* endroit où les ouvriers pourraient dignement et librement exprimer leurs vœux et réclamer pour eux la part de droits dont jouissent les autres citoyens. »

Les soixante signataires faisaient suivre leur nom et leur métier de leur qualité dans les Conseils ouvriers. Les plus connus, à cette époque, étaient Tolain, ciseleur ; André Murat, mécanicien ; A. Limousin, passementier ; Camélinat et Perrachon, monteurs en bronze ; Morel, ajusteur ; Bibal, instituteur. Une dizaine d'entre eux devaient adhérer à l'Internationale un peu plus tard.

Le seul « ouvrier de la première heure » qui, à la vérité, ne travaillât pas de ses mains, était l'instituteur Bibal. Il ne manquait pas d'esprit. C'est lui qui définissait l'Association internationale, à son berceau : « Un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres. »

Il y a toujours eu des instituteurs porteurs de germes.

Il ne faudrait pas croire que le *Manifeste des soixante* fût un coup de dés dans l'eau parce que, les 20-21 mars 1864, l'ouvrier Tolain ne glana, au ramasse-miettes, que 500 voix à peine. Malgré l'échec de cette candidature tardive et sacrifiée, l'écrit avant-coureur eut un retentissement durable, et Proudhon ne s'y méprit pas. « La démocratie ouvrière fait son entrée sur la scène politique », dit-il, à ses derniers jours, dans une lettre à quelques ouvriers de Paris et de Rouen³.

C'était vrai. Désormais, la classe ouvrière sera représentée au banquet. Elle y a son couvert mis, au bas bout de la table, oui, mais à table tout de même. Les autres convives devront se serrer de plus en plus pour faire de la place.

Le grand critique social apportait toutefois à son approbation un correctif : il dissuadait les ouvriers de participer aux élections sur des noms étrangers à la démocratie.

Les soixante avaient eu le courage de lever un autre lièvre pour répondre aux adversaires induits en méfiance par « la capacité des candidats et l'obscurité de leurs noms choisis parmi des travailleurs exerçant leur métier au moment du choix, et cela pour bien préciser le sens de leur candidature ».

³ Elle sert de préface à l'œuvre posthume publiée en 1865 par Chaudey, son exécuteur testamentaire : *De la capacité politique des classes ouvrières*.

Il est certain que l'ouvrier envoyé au Parlement pour y défendre les intérêts de sa classe, n'a plus le temps d'exercer son métier à côté des travailleurs qui l'ont désigné pour les représenter. Mais ne suffira-t-il pas d'exiger de lui une douzaine d'années de présence constante et active dans les ateliers, pour lui conférer une capacité *spéciale*, ni plus ni moins valable que celle des enfants de la classe moyenne qui n'ont appris qu'au lycée ce qu'ils savent, et demeurent étrangers aux besoins et aux aspirations des électeurs dont ils briguent les suffrages. Est-ce parce qu'ils parlent davantage qu'ils parlent mieux ?

Nous verrons que les ouvriers qui, sous l'Empire, s'entraînaient à la conquête du pouvoir, moitié à l'atelier, moitié aux cours du soir, en remontrèrent aux jeunes gens frais émoulus des grandes écoles et fils à papa ou fils d'archevêques.

Les pionniers de toutes les révolutions modernes sont des autodidactes, et l'Internationale l'eût démontré plus pertinemment si, dès ses débuts, elle s'était fermée avec obstination aux intrus. Les concessions de principe se paient toujours cher.

Quoi qu'il en soit, on put déjà s'apercevoir de l'effet produit par le *Manifeste*, lorsque la loi du 23 mai 1864 accorda aux ouvriers l'autorisation de fonder des sociétés anonymes de consommation et leur reconnut – enfin ! – le droit de grève. L'empereur ne leur demandait, en échange de ces avantages, que de les mériter par une bonne conduite.

Ils allaient sortir de l'œuf et naître à la vie collective. Toutefois, l'Association internationale ne prit corps que la même année, à Londres encore.

Trois ouvriers, Tolain, Perrachon et Limousin, qui avaient assisté déjà au meeting de juillet 1863, repartirent pour l'Angleterre, défrayés par une cotisation hebdomadaire fixée à 25 centimes par adhérent au projet d'étude.

Le 28 septembre 1864, date historique, à l'issue d'un meeting organisé dans Saint Martin's Hall, les délégués de plusieurs nations élurent un Comité chargé d'élaborer les statuts de l'Internationale et décidèrent la réunion d'un congrès ouvrier, en 1865. Jusque-là, le Comité faisant fonction de Conseil général provisoire siégerait à Londres.

La section parisienne choisit pour correspondants Tolain, Limousin et Fribourg, graveur-décorateur. Ils s'adjoignirent Varlin, relieur ; Murat, mécanicien ; Chemalé, dessinateur ; Benoît Malon, teinturier ; Héligon, ouvrier en papiers peints ; Camélinat, et quelques autres. Ils envoyèrent au ministre les statuts de l'Internationale, et avec le modique produit des cotisations annuelles, 1 fr. 25 par adhérent, ils louèrent, 44, rue des Gravilliers, au fond d'une cour infecte, au rez-de-chaussée, une chambre meublée d'une table en bois blanc, de quatre sièges et d'un petit poêle de fonte. Le bureau de Paris se réunit là.

Tout ce qui doit grandir est né dans une étable.

Point d'association viable qui n'ait eu ses maladies infantiles. Tolain fut en butte aux calomnies de ceux-là mêmes qui l'avaient accompagné à Londres en 1862. Il s'entendit reprocher sa servilité à l'égard du prince Napoléon qui avait fait les frais du voyage.

Le chercheur de tares est malheureusement particulier à la démocratie. On ne peut que le regretter. Une attaque brusquée est préférable, en politique, au cheminement de la méfiance.

Un premier échange de vues, dans ce réduit des Gravilliers où ils se touchaient les coudes, eut pour résultat d'éclairer les pionniers sur un point : ils étaient en majorité mutuellistes et Proudhon leur fournissait un corps de doctrine qui pouvait servir de base à l'application du pacte fondamental. Ils ne quittaient leur travail que pour s'y remettre, en ouvriers qu'ils étaient, manches relevées et sans la moindre ambition politique, ce qui établissait déjà une différence entre eux et les enfants de la bourgeoisie pour lesquels la députation est tout ensemble le pavois et un moyen d'existence.

Les Internationaux qui essuyaient les plâtres, s'ils n'avaient pas sucé à l'école le lait de l'enseignement mutuel, l'exprimaient encore des cours du soir et des livres qu'ils se repassaient non plus pour apprendre à lire, mais pour apprendre à penser. Lorsque *Les Misérables* avaient paru, ce qu'ils cherchaient dans le roman de Victor Hugo ne s'y trouvait pas. Le jeune relieur Varlin sortant un jeudi soir d'une séance des Gravilliers avec un camarade, confiait à celui-ci sa déception. Triste héros décidément que ce Marius, étudiant encore et déjà libéral, fils d'un colonel de la grande armée. Son premier soin, à la mort de son père, a été de se commander des cartes de visite à son nom révélé : baron Marius de Pontmercy. Plus tard, ayant épousé Cosette, il s'est empressé de fermer sa porte à Jean Valjean. Ah ! ce jeune avocat ira loin, au barreau – et dans la politique ! Quant à l'ancien forçat, on se souvient qu'il a poursuivi sa réhabilitation dans l'industrie qu'il dirige suivant les bons principes, ceux de Guizot. Mais c'est alors qu'il fait froid dans le dos, le bon patron d'Éponine !

– C'est à ce monde-là et à ses idéaux, en somme, que nous faisons la guerre, se disaient les deux jeunes hommes au sortir des Gravilliers et de son feu de forge. C'est pourtant à nous que l'on reproche déjà une ignorance qui nous condamne au silence à perpétuité ! Quelle drôle de chose ! Est-ce que les autodidactes que nous sommes fiers d'être et qui exercent honnêtement un métier après l'avoir appris, font grief au bachelier de ne pas savoir ce métier et de s'apprêter néanmoins à nous confectionner des lois qui nous habilleront mal ?

En vérité, j'ai bien peur que la classe ouvrière ne demeure pour Hugo comme pour Balzac un monde fermé. Ni l'un ni l'autre ne sont, à son égard, des observateurs ni des visionnaires. C'est dommage.

Les Internationaux imbus de ces idées eurent tout de suite une occasion de les mettre en pratique.

Devaient-ils, oui ou non, accueillir dans l'Association les travailleurs de la pensée ?

Et d'abord qu'est-ce qu'un travailleur ?

Les Gravilliers répondirent, en majorité : « Ceux qui vivent d'un métier manuel exclusivement » et se prononcèrent formellement contre l'admission des professions libérales représentées par les médecins, les avocats, les journalistes, les hommes de lettres, les artistes, qui pouvaient être tentés de voir dans la nouvelle Association un moyen de parvenir à la politique et à ses profits variés.

Cette décision ne fut pas ratifiée à la Conférence de Londres qui remplaça, le 23 septembre 1865, le Congrès ajourné faute d'argent et aussi d'adhérents en nombre suffisant. Les Anglais, les Belges et les Suisses étaient d'avis de ne pas refuser l'aide de l'Association aux travailleurs de tout genre qui se feraient inscrire.

Finalement, un moyen terme provisoire prévalut. Chaque section serait libre, sous sa responsabilité, d'étendre à son gré l'acception du mot travailleur. L'admission des femmes, repoussée par les Français, était de même laissée à l'appréciation de chaque bureau correspondant.

Lesquels avaient raison, des conciliants ou des inflexibles ? On ne le sait pas encore. Le fait est que la latitude accordée fut sans tarder mise à profit par des hommes politiques à l'affût de tous les marchepieds, comme, par exemple, Jules Simon, Henri Martin, A. Corbon, qui ne s'étaient affiliés que pour voir... et qui s'éclipsèrent quand le marchepied se déroba sous eux.

On peut tout de même se demander encore aujourd'hui ce que ceux-là venaient faire parmi des travailleurs soucieux de s'émanciper. Mais la même observation peut s'appliquer à quelques étudiants que le quartier Latin délégua à l'Internationale... Ils ne trahirent pas tous sa confiance aux heures difficiles, mais ce ne sont pas non plus ceux qui, sous la Commune, moururent en quantité les armes à la main.

Les francs-maçons non plus. Ils étaient sortis d'un long sommeil en 1852, grâce à Napoléon III qui, pour les amadouer, leur avait choisi lui-même un

Grand Maître, le maréchal Magnan. Mais à l'encontre des prévisions de l'empereur, les loges, sitôt rouvertes, se garnirent de républicains ! Quelques-uns, par la suite, se fourvoyèrent dans l'Internationale qu'ils prenaient pour une société secrète à tendance politique. Revenus de leur erreur, ils félicitèrent de leur courage ceux des francs-maçons, tel Vallès, qui avaient embrassé la cause communaliste..., et puis ils se retirèrent en bon ordre à mi-chemin entre Paris et Versailles, entre la chèvre et le chou, parce qu'on ne sait jamais – n'est-ce pas ? – de quel côté penchera la balance.

Non, franchement, on ne voit pas ce que l'Internationale eût perdu à laisser à la porte les « travailleurs de la pensée » dont elle se panacha. Qui d'entre eux a-t-elle émancipés? Ils l'étaient.

Ce fut seulement du 3 au 8 septembre 1866 que se tint le premier Congrès de l'Internationale à Genève, aux Eaux-Vives, dans la grande salle de la brasserie Treiber, pavoisée de drapeaux. Les délégués internationaux, français, anglais, allemands et suisses, étaient réunis pour donner un caractère définitif aux statuts provisoires élaborés notamment à Londres et à Paris, rue des Gravilliers. Les Français – Parisiens, Rouennais et Lyonnais –, au nombre de seize, étaient tous des ouvriers. Ils s'appelaient : Bourdon, Camélinat, Chemalé, Cultin, Fribourg, Guiard, Malon, André Murat, Perrachon, Tolain, Varlin, pour Paris ; Baudry, Richard, Schettel, Secrétan, pour Lyon ; Aubry, pour Rouen. C'est ce qui faisait dire à un député radical au Grand Conseil neuchâtelois, témoin du défilé à Genève, des congressistes : « Je n'y ai vu que des tailleurs et des cordonniers. »

Ils n'étaient point intransigeants et le firent bien voir sur des questions de principe telles que l'intrusion dans l'Association d'éléments étrangers aux métiers, ou bien que le travail des femmes hors la famille. Ils demeuraient, à cet égard, proudhoniens convaincus. Et le *Mémoire* dans lequel ils exposent leur point de vue n'est point dénué de sagesse, même dans une société affranchie de préjugés et d'entraves.

« Si la femme, dit le *Mémoire*, se croit apte à remplir d'autres fonctions que celles que nous considérons comme naturelles, nous nous garderons bien de lui imposer à ce sujet aucune contrainte ; mais il nous est impossible de mettre les forces sociales au service d'institutions que nous considérons comme immorales et dont la pratique a engendré chez la femme contemporaine des maladies inconnues à nos grand-mères et qui sont une des causes principales de la dégénérescence de la race.

» Ceci dit, il ne nous reste qu'à appliquer à la femme le principe de l'égalité devant le travail. À service égal, produit égal. En attendant la transformation que nous appelons de tous nos vœux, nous ne cesserons de protester contre l'exploitation dont sont victimes nos mères, nos épouses, nos filles et nos sœurs. »

Est-ce le langage d'énergumènes abreuvés de chimères et d'envie? Et la bourgeoisie régnante n'a-t-elle pas consacré l'iniquité en émancipant la femme par le travail qu'elle ne lui garantit pas. Que lui assure-t-elle donc alors ?

Les mutuellistes proudhoniens eurent la majorité contre eux, comme ils durent se résigner à voir l'Association ouverte à ses ambitieux camouflés en « ouvriers de l'esprit ». C'était la pensée que Fribourg opposait à la faculté reconnue d'être éligible comme délégué aux Congrès, lorsqu'on n'appartenait pas comme travailleur manuel à l'Association.

Les Anglais et les Suisses, eux, craignaient qu'on ne privât ainsi cette dernière du concours d'hommes éclairés, dévoués et sans parti pris.

Mais Fribourg ne se rendait pas. « Prenez garde, disait-il, qu'un Congrès ouvrier ne soit composé, un jour, d'économistes, de patrons, d'avocats, de journalistes, etc. »

Conséquemment, d'ailleurs, il donna trois ans après sa démission de membre du bureau parisien, lorsque sa situation de petit patron lui fit un devoir d'agir ainsi.

En attendant, l'événement, à Genève, paraissait justifier son appréhension.

Le Conseil général avait convoqué au Congrès des travailleurs, sans en avertir la section parisienne, des étudiants parmi lesquels Protot et Humbert, blanquistes qui

devaient jouer un rôle sous la Commune. Protot, avocat en herbe, troubla la première séance au point de se faire retirer la parole par les Anglais et par le président de la section de Genève, organisateur du Congrès. Protot et ses camarades reprochaient aux « coopérateurs », leurs adversaires, et en particulier à ceux de la section parisienne, de détourner la jeunesse militante de l'action révolutionnaire, et ils y préludaient par le tapage et le dénigrement. James Guillaume qui causa avec eux et auquel ils n'étaient pas antipathiques, se contentait de trouver leurs idées « passablement confuses ... » Jeunes et déjà politiciens, ils faisaient leurs dents.

Les statuts et règlements de l'Association internationale furent publiés à Londres, de même que le *Mémoire* élaboré à Paris et lu à Genève par les délégués parisiens. Il ne put entrer en France où pas un imprimeur n'avait osé lui être hospitalier. Une demande d'explication soumise au ministre d'État Rouher, ne trouva pas celui-ci intraitable. Que demandait-il ? Quelques atténuations dans le fond et la forme. Si, par exemple, on pouvait glisser dans le *Mémoire* quelques paroles aimables à l'adresse de l'empereur, *qui avait tant fait pour les ouvriers*, on pourrait s'entendre...

On ne s'entendit pas, naturellement, et l'interdiction fut maintenue. L'Association n'était pas au bout des temps difficiles. Elle se dirigeait à la godille. Elle était pauvre, sans journaux, sans finesse, sans coquetterie, et ne progressait pas plus en province qu'à Paris, en recrues et en influence. C'était une force neuve qui ne faisait rien pour qu'on l'employât. Elle se servait, pour soulever les masses, du levier le moins propre à cela : Proudhon, l'agreste et pur dialecticien qui mûrissait les plus de trente ans, l'âge de la plupart des Internationaux, enfants du peuple et autodidactes comme leur maître.

À quelque temps de là, les élections de 1869 étant proches, Émile Ollivier observait « la domination absolue qu'exerçait encore Proudhon sur l'esprit des ouvriers instruits. Chez tous ceux qu'il visitait, il y avait un livre, et ce livre était de lui ».

Pour les jeunes, les perdreaux de la politique, Blanqui avait plus d'attrait, parce qu'il prêchait l'action, le coup de main, voisin du coup de tête. Ses amis l'appelaient le Vieux ; Proudhon était pour ses disciples le Père. Deux pôles qui n'avaient en partage que la vertu, la gravité et le désintéressement. .

Est-il vrai que Proudhon, détenu à Sainte-Pélagie, avait, la veille du coup d'État, une permission de sortie dont il profita pour aller voir sa femme ? Le soir venu, il la quitta et retourna en prison. Blanqui n'en eût pas fait autant. Il ne fut point rentré et n'eût point non plus pris les armes : caché quelque part, il les eût fait prendre. C'était un homme d'action.

On disait : « L'Internationale monte... » Il n'y avait qu'elle qui ne s'en apercevait pas – pour cause. On la croyait riche et son trésor de guerre était constitué uniquement par la cotisation insignifiante qu'elle demandait à chacun de ses membres. On parlait d'adhésions nouvelles innombrables, incessantes..., et le total atteignait à peine quelques milliers. Comme elle était réduite, pour vivre, à se tenir tranquille et à subir le joug de la légalité, les blanquistes ennemis la taxaient de prévenance envers le pouvoir. Ce n'était, en définitive, qu'une association de plus. On en avait vu bien d'autres en 48, trois cents pour le moins dont l'Empire s'était débarrassé, à la rigueur sous le fallacieux prétexte que leur initiative attentait à la famille et à la propriété. La nouveau-née, lorsqu'elle aurait fini d'amuser la rive et les coteaux, disparaîtrait ainsi.

Jusqu'au Congrès de Lausanne, qui eut lieu en 1867, le *moïse*, l'esquif qui portait le Messie du prolétariat, s'en alla doucement sur des eaux dégélées mais pas encore printanières.

Trois ou quatre grèves d'approche obligèrent l'Internationale à prendre position dans le conflit. Elle n'était pas en état de fomentation, ni même de la soutenir pécuniairement, mais il eût été maladroit de sa part, au moment où un petit souffle de popularité lui venait du large, d'oublier sa raison d'être.

Un dissentiment professionnel ayant incité les fabricants de bronze à manifester leur mauvaise humeur en fermant les ateliers, les ouvriers bronziers répondirent à cette provocation en envoyant à Londres une délégation, dont Camélinat faisait partie, chargée de rapporter des munitions de guerre. Ils ne revinrent pas les mains vides ; les patrons stupéfaits se le tinrent pour dit et rouvrirent les ateliers.

Les sociétés ouvrières furent intégralement remboursées de leurs avances par les bronziers.

Geste sans précédent, qui ne fut, d'ailleurs, jamais renouvelé. Mais l'affaire avait eu du retentissement ; on exagéra dans le public l'importance des subsides obtenus à Londres par les Internationaux ; il en résulta pour l'Association un surcroît d'adhésions et une aube de prestige.

Elle eut encore l'occasion d'intervenir à Roubaix, où les tisseurs révoltés avaient soulevé contre eux l'opinion publique en brisant les machines et en incendiant les ateliers. Ce fut un des premiers drames causés par l'emploi des machines dans l'industrie.

Au nom de la Commission parisienne ses correspondants, Tolain, Fribourg et Varlin, sans approuver les violences commises, firent entendre un langage modéré dénonçant une révolution, économique celle-là, aux lendemains à envisager sur-le-champ : la révolution que présageait l'introduction du machinisme dans les rapports du travail et du capital.

La classe ouvrière sut gré aux Internationaux de leur mise au point. L'Association y gagna encore en influence.

Cependant le deuxième Congrès qui se tint à Lausanne, du 2 au 7 septembre, au Casino, fut sans éclat. Cinquante délégués y participèrent. André Murat, délégué de Paris, dissipa loyalement les illusions que l'on se faisait sur la prospérité de l'Internationale : la section parisienne ne comptait pas plus de 600 membres et devait 466 francs. Ce sont là des chiffres qui rendent rêveur. L'Association avait trois ans d'existence – et elle en était là ! Fallait-il qu'elle fût et voulût demeurer indépendante !

À ce Congrès succéda bientôt après, celui de la Paix et de la Liberté, à Genève, où les Internationaux, invités, avaient accepté de se rendre, étant donné « que la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement de moyens d'existence, mais encore qu'elle l'astreint à verser son sang dans des conflits dont elle n'a point décidé ».

Le Congrès était présidé par Garibaldi, qui ne s'attendait pas à être battu à Mentana, deux mois après, par les troupes pontificales et françaises alliées.

Il fut accueilli avec transport, écouté en silence, applaudit mollement. Le héros avait déçu ses admirateurs, non point en déclarant la guerre à la Papauté, mais en déclarant la paix « à la religion de Dieu, qui est la religion de la vérité et de la raison ». Il n'était plus à la page. Le lendemain on entendit Bakounine, puis Gustave Chaudey, l'exécuteur testamentaire de Proudhon, qui avait mission de concilier le socialisme du Congrès de la veille et la démocratie politique bourgeoise.

« Si les ouvriers aident les républicains à reconquérir la liberté, dit-il, ceux-ci, à leur tour, aideront les travailleurs à conquérir le capital. » C'était la politique liant partie avec l'économie sociale.

Les Internationaux auraient dû prévoir qu'ils seraient, d'un pareil pacte, les mauvais marchands. À quelque temps de là, en effet, invités à se joindre aux manifestants qui protestaient contre la réoccupation de Rome secourue par Napoléon III, les Internationaux s'étonnèrent de ne trouver au rendez-vous aucun des députés de la Seine. Une délégation alla demander une explication au chef de la gauche, Jules Favre. Celui-ci la reçut assez mal et fit entendre autour de lui qu'elle était en partie composée d'*agents provocateurs et d'orateurs de carrefours* auxquels il aurait répondu: « C'est vous, messieurs les ouvriers, qui

seuls avez fait l'Empire ; à vous de le renverser seuls. »

Ils eussent pu répliquer : vous n'avez pas de mémoire. Chat échaudé craint l'eau froide. Les ouvriers se sont fait mitrailler sur les barricades en juin 48. On ne meurt qu'une fois. Ils s'étaient désintéressés du coup d'État auquel l'Empire devait son existence. On leur disait à présent de ne pas compter sur les députés de Paris. Soit. On verrait avancer la charrue gouvernementale sans la classe ouvrière appelée d'habitude à fournir son contingent de bœufs.

À compter de ce jour, on peut dire que le fossé était creusé entre l'Internationale et la gauche parlementaire. Il devait s'élargir en 1869, quand Jules Favre faillit perdre son siège de député, et devenir plus profond en 1871, quand le ministre des Affaires étrangères poursuivit de sa rancune et de son plomb de chasse les vaincus dispersés.

L'année 1868 est celle où l'Internationale ouvrière eut réellement sa première maladie de croissance.

La crainte qu'elle avait montrée de paraître bonapartiste en ne s'unissant pas aux républicains pour faire acte d'hostilité à l'Empire, cette appréhension subite et spécieuse exposa tout de suite l'Association aux représailles. Des perquisitions rue des Gravilliers, puis des poursuites, furent ordonnées, à titre d'avertissement ; car le ministère public dut reconnaître que les prévenus, « des ouvriers laborieux, honnêtes, intelligents, dont aucune tache ne flétrissait la moralité », n'ayant en vue que l'amélioration de la condition de l'ouvrier par la coopération, la production et le crédit, méritaient l'indulgence.

Aussi ne furent-ils condamnés qu'à cent francs d'amende. Mais l'Association était déclarée dissoute.

Dilemme : se soumettre ou disparaître.

Les Gravilliers adoptèrent une autre solution. À l'instigation de Varlin et de Malon, ils remplacèrent les membres du premier Bureau par d'autres chefs, ouvriers aussi, mais inféodés au collectivisme plutôt qu'au mutualisme, et républicains surtout pour qu'on ne les tracassât plus.

C'étaient : Bourdon, graveur ; Varlin, relieur ; Malon, teinturier ; Combault, bijoutier ; Mollin, doreur ; Landrin, ciseleur ; Humbert, tailleur sur cristaux ; Granon, brossier ; Charbonneau, menuisier en meubles sculptés.

Leur échappatoire n'obvia pas au second procès dont l'issue fut, cette fois, l'emprisonnement de tous les prévenus. Ils subirent leur peine à Sainte-Pélagie.

Et les accommodements auxquels ne s'étaient pas pliés les fondateurs de l'Internationale, le second groupe y inclina en faisant connaissance avec les étudiants blanquistes détenus pour l'affaire de la Renaissance et les professeurs comme Naquet et Accolas condamnés pour propagande révolutionnaire. Un officier, Cluseret, qui avait pris part à la guerre de Sécession, était aussi sous les verrous.

Ainsi s'amalgamaient fortuitement, dans un creuset propice, l'élément ouvrier et l'élément bourgeois, dont l'Internationale à sa naissance n'avait pas permis le mélange ; et peut-être avait-elle bien fait, car ces éléments se retrouvèrent en fusion dans la Commune et en modifièrent le caractère nettement ouvrier. Mieux valait à cet égard le célibat que le concubinage. Ailleurs qu'en prison, ces hommes bigarrés se fusillaient entre eux. Il était dangereux de les laisser jouer ensemble.

On le vit bien quand ils furent remis en liberté.

Chaque parti concevait la Révolution d'une façon différente ; et ce ne sont pas les jeunes bourgeois blanquistes qui avaient le plus beau rôle. La Commune rassembla un moment ces demi-frères divisés par la naissance et la politique ; mais ce fut seulement leur sang mêlé sur les pavés qui dessina le trait d'union.

C'est en 1868 que l'Empereur agité lui-même par des vellétés de libéralisme, commença de jeter du lest en promulguant des lois sur la presse et sur les réunions publiques autorisées, à condition que la religion et la politique fussent bannies des débats.

Du moment que la discussion des théories sociales pouvait être abordée, les

fondateurs de l'Internationale, Tolain, Fribourg, Héliçon, en profitèrent pour porter à la tribune les doctrines mutuellistes auxquelles ils tenaient dur comme fer.

Mais alors ils trouvèrent devant eux, ardents à la lutte, les partisans du collectivisme et les boutefeux blanquistes. Encore devait-on s'estimer heureux quand une animosité personnelle n'envenimait pas le démêlé. Si les révolutionnaires s'aimaient entre eux, ils seraient les maîtres du monde... Malheureusement, ils ne s'aiment pas.

Les mutuellistes étant les moins nombreux et la passion politique ne les aveuglant pas à l'égal de leurs adversaires, c'est à ces derniers que la faveur publique allait, plutôt comme au spectacle qu'à un cours du soir où s'embrouillaient toutes les écoles : babouvistes, fouriéristes, cabétistes, positivistes, mutuellistes, collectivistes, communistes, blanquistes, marxistes, bakounistes, etc.

Mais l'école a toujours été moins redoutable que les écolâtres qui professent la vérité.

À partir de 1868, l'Internationale entre dans un tunnel dont elle ne semblait plus devoir sortir et dont peut-être elle ne serait pas sortie sans la frousse de la bourgeoisie et l'acrimonie des formations rivales.

Dissoute, l'Internationale n'avait plus d'existence légale ; et c'est sans doute un bien, car jamais ses membres, sans fil à la patte, ne se montrèrent plus actifs.

Toutes les occasions de donner signe de vie, ils les saisissent. Grèves, congrès, manifestations en ordre dispersé, réunions publiques, entretiennent le feu sacré. Ils sont sur la brèche, que personne encore, eux exceptés, n'aperçoit. Ils voient plus loin que le bout de l'Empire, qui ne sera pas éternel. Il se détruit lui-même ; et c'est son ébranlement qui les incite à se préoccuper de l'avenir et à monter, comme sœur Anne, sur la tour, d'où ils scrutent l'horizon. De quoi la République attendue et qui vient sera-t-elle faite ? Ils ne disent pas de quels républicains, mais c'est leur pensée. L'expérience les instruit et les enduret mieux encore que les livres. Ils n'auront pas eu besoin de tâter du pouvoir pour savoir quelles divisions intestines les guettent et leur empoisonneront la coupe. Majorité, minorité... engendrent une lutte sans fin, mais qui conserve à l'aiguillon une virulence nécessaire. La mouche ne fait pas avancer le coche, mais elle tient le conducteur éveillé, et c'est tant mieux pour lui, car s'il tombait sous les roues, sait-on où irait l'attelage qui ne serait pas arrêté pour cela ? Et ils avaient raison, ces hommes de bonne volonté, d'attendre un concours efficace des circonstances qui travaillent alternativement pour les gouvernements et contre eux.

Le roi philosophe Frédéric II l'a dit dans son testament politique, fruit d'une longue pratique : la politique consiste à profiter des événements favorables plutôt qu'à les préparer d'avance. Et il disait aussi que « sa sacrée Majesté le hasard fait les trois quarts de la besogne de ce misérable univers ».

Les dernières années de l'Empire vérifient, de part et d'autre, la justesse de cette observation. Condamné, il précipita lui-même sa perte. Il tenait encore debout, mais il ne fut jamais plus près de sa chute que le jour où 7 300 000 suffrages l'investirent de la confiance aveugle du pays. Comment l'Empereur ne savait-il que l'espoir et la consolation des minorités battues, c'est qu'un jour ou l'autre elles auront leur revanche ?

En attendant, le troisième Congrès de l'Internationale et le deuxième Congrès de la Paix et de la Liberté avaient lieu au mois de septembre 1868, à Bruxelles et à Berne respectivement.

Au Congrès de Bruxelles, la délégation ouvrière était supplée par des corps de métier dont les représentants, sans être affiliés à l'Internationale, pourraient participer aux travaux.

Une majorité collectiviste y étouffa la voix de Tolain et de ses amis, qui demandaient l'ajournement de la discussion relative à la propriété. Le Congrès, par contre, adopta d'emblée la résolution qui faisait aux travailleurs un devoir

de cesser tout travail dans le cas où la guerre éclaterait. Après quoi les congressistes déclinèrent derechef l'invitation à se rendre au deuxième Congrès de la Paix et de la Liberté, qui devait se tenir à Berne, du 21 au 25 septembre 1868.

L'affaire y fut plus chaude et ne se termina pas, cette fois, à l'avantage de Bakounine. Il réclamait l'abolition de l'hérédité, « principe de tout le mal ». Cette motion, appuyée violemment par le blanquiste Jaclard, 80 voix la repoussèrent.

Fribourg, dit Tridon, avait vengé Tolain.

Provisoirement.

Ce fut alors que Bakounine, abandonnant « les Fribourg et les Chaudey à leur proudhonisme malsain », quitta le Congrès en faisant claquer la porte, se sépara de la Ligue et constitua l'*Alliance de la démocratie socialiste*, considérée comme une branche de l'Association internationale des travailleurs.

Peu de temps après, il écrivait à Karl Marx, qui était encore son ami : « Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois du Congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, plus d'autre milieu, que le monde des travailleurs. Ma patrie maintenant c'est l'Internationale, dont tu es un des fondateurs. Tu vois que je suis ton disciple et que je suis fier de l'être. »

Il était son disciple, mais il ne le suivait plus. Les deux hommes, en réalité, se ressemblaient trop peu pour s'assembler définitivement. Marx n'était pas, comme Bakounine, un homme d'action, l'homme d'action qui a manqué à la Commune, le premier jour, pour la conduire à Versailles sans laisser à Thiers le temps de préparer sa revanche et de la prendre. Marx était là pour forger les fers de charrue, mais il appartenait à Bakounine de les mettre au feu et de s'en servir. Celui-ci était révolutionnaire dans son for extérieur. Il avait la passion de la destruction, qu'il considérait comme une passion créatrice. Il faisait bon marché de l'individu en général et ne flattait pas l'ouvrier auquel « il faut dire ce qu'il doit vouloir, s'il ne le sait pas lui-même ».

Aussi bien, Karl Marx dans ses comportements ne se montrait pas plus prodigue de démonstrations envers la classe ouvrière aux yeux de laquelle il passait pour être le premier sociologue ayant fait une analyse scientifique du Capital.

Ce n'était pas que beaucoup de travailleurs manuels, ni même de soi-disant intellectuels, fussent capables, à cette époque, de dissenter sur l'ouvrage massivement récemment paru et d'une lecture difficile. Cependant, à la fin de l'Empire, nombreux déjà étaient les ouvriers suffisamment imbus des doctrines fondamentales du socialisme, pour se détacher du mutuellisme édulcoré et passer au collectivisme corrosif.

Le soin que prenait Karl Marx de ne point fréquenter les parlotes où sa pensée était trop souvent travestie par la concurrence, la mauvaise foi et la peur, contribuait à faire de lui une sorte de loup dévorant qui répandait la terreur parmi les honnêtes brebis parquées. Il triomphait sans avoir eu besoin de présider le Conseil général de l'Internationale, ni de paraître aux Congrès où ses adversaires déclarés, Proudhon mort et Bakounine vivant, se défiaient encore ! On ne l'avait entrevu qu'une fois, à Saint Martin's Hall, au thé suivi d'un bal où Varlin et Limousin avaient fait danser ses deux filles.

Il n'assista pas non plus au quatrième Congrès de l'Internationale qui se tint à Bâle au mois de septembre 1869. Les délégués y vinrent nombreux et déterminés. Karl Marx, Bakounine et Blanqui, cette fois, l'emportèrent de haute lutte. Ennemi de la propriété individuelle, le *barbare russe* en réclamait l'abolition. La majorité reconnut à la société le droit de faire entrer le sol et les instruments de travail dans la propriété collective.

« Je suis un antagoniste résolu de l'État et de toute politique bourgeoise de l'État, ajouta Bakounine. Je demande la destruction de tous les États nationaux et internationaux, et, sur leurs ruines, la fondation de l'État international des travailleurs. »

Il n'y allait pas de main morte. Les Internationaux de la première heure reçurent le coup dans l'estomac, et l'accusèrent. Fribourg, désorienté, dressa incontinent l'acte de décès de l'Association, son enfant de Paris, méconnaissable.

C'est encore à cet ultime Congrès que l'Ours de Berne, sans se douter qu'il tenait sur les fonts baptismaux la future Commune de Paris, prononça ces paroles : « La Commune doit être la base de l'ordre nouveau ; c'est la solidarisation des Communes qui doit donner des lois au monde et créer l'organisation de la société de bas en haut. »

Qui sait même si la chose ne date pas de là, comme l'enseigne ? L'action sociale finissait par dégoter l'action politique. Mais pour combien de temps ? Le radicalisme parlementaire et bourgeois avait encore de belles années en perspective.

On comprend le dépit de Fribourg... ; mais l'Internationale n'était pas morte parce que l'ours, traversant le jeu, en avait abattu quelques quilles. À la vérité, l'Internationale donnait plutôt l'impression d'avoir une fièvre de croissance. En quelque sorte à son insu, son influence croissait chaque jour. Elle n'avait pas conscience de la puissance que lui conféraient les craintes qu'elle inspirait. Elle avait beau être divisée dans ses aspirations et ses moyens d'agir, elle étendait l'ombre menaçante d'une main largement ouverte sur un monde politique et possesseur condamné à disparaître. On voyait pourtant cette main : dans les Congrès, les réunions publiques, les procès, dans les grèves qu'elle ne soutenait pas de ses subsides, et pour cause, mais que la volatilité de son esprit pénétrait. Elle était ce qui chemine et mûrit sans avoir besoin d'argent pour cela. Elle était insaisissable, parce que dans l'air. Quelque chose d'immatériel annonce toujours à l'étoile les bergers en marche vers elle. L'Internationale n'avait pas trempé en juin et en octobre 1869 dans les sanglantes grèves de la Ricamarie et d'Aubin, qui avaient fait, parmi les mineurs de la Loire et de l'Aveyron, une cinquantaine de victimes ; mais depuis le retour de Bâle elle avait manifesté son existence dans tous les conflits du patron et des travailleurs vanniers et layetiers, à Marseille, tisseurs à Elbeuf, broisseurs, mégissiers, etc., ailleurs.

« Une avalanche de grèves nous tombe sur les bras », disait Varlin. Rien que la grève avortée des mégissiers au nombre de huit cents coûtait près de cent mille francs aux syndicats parisiens, dont les ressources, à la fin de 1869, étaient épuisées. Non pas en pure perte : l'effort servait à la propagande ; il permettait la constitution de la *Fédération provisoire des chambres syndicales ouvrières*.

Un ami de Malon, Combault, disait vrai : l'Association internationale des travailleurs n'avait jamais été plus agissante que depuis sa dissolution.

Il faut convenir que les procès des sociétés dites secrètes et la loi autorisant les réunions publiques surveillées, contribuaient d'autre part à l'accélération du mouvement ouvrier.

Huit mois de discussions publiques amenaient Varlin à constater que la majorité des ouvriers militants était communiste ; et c'était également l'avis de Malon qui écrivait, au mois de mars 69 : « Économistes au début, puis mutualistes, vaguement socialistes ensuite, les réunions publiques prenaient de plus en plus la teinte de Commission révolutionnaire. » Les orateurs s'y chamaillaient, s'y faisaient condamner, mais propageaient l'idée socialiste en dehors des vases clos où elle était jusque-là contenue. Ils éclatèrent. On en ramassait les morceaux dans tous les ateliers ; le nom des militants s'y répandait, était affiché, mieux que dans les trois procès de l'Internationale où des ouvriers exclusivement avaient défrayé la conversation. Abandonnant leur berceau de la rue des Gravilliers, ils se réunissaient maintenant place de la Corderie du Temple, n° 14. Theisz, Varlin, Pindy, Avrial, Dereure, Langevin, délégués de la Fédération des chambres syndicales, avaient loué les locaux où se tenaient les états de la classe ouvrière avide de s'instruire et de se donner carrière. Les sociétés poursuivies auxquelles ces hommes et leurs camarades appartenaient étaient si peu secrètes, que les noms, métiers et adresses de tous les militants figurent, à partir du *Manifeste des soixante*, au bas

de tous les actes de l'Association. Ils ne se cachaient pas. Ils ne se prélassaient pas non plus, comme des tribuns professionnels.

Les 15 prévenus du premier procès de l'Internationale, les 9 prévenus du deuxième et les 38 prévenus du troisième procès, le 22 juin 1870, étaient tous des ouvriers, comme on peut s'en convaincre en lisant les nombreuses publications relatives à l'Internationale, génératrice de la Commune. Ils mûrissent sur la planche comme des fruits d'hiver : l'hiver du Siècle de Paris, qui va venir.

C'est dans les deux dernières années de l'Empire que l'on voit le mieux se dessiner, à leur plan, la figure et les caractères des hommes qui, acteurs ou comparses, joueront un rôle dans le drame populaire du 18 mars. Ceux-là ont encore une foi, un idéal, une aperception du bonheur étoilé par autre chose que l'argent et le lucre. Ils ne sont pas égoïstes ; ils ont assez le sentiment de la justice distributive pour lever les yeux vers la voie lactée innombrable plutôt que vers l'étoile unique. Ils avaient la révolution sociale dans le sang à répandre encore pour l'accomplir.

La bourgeoisie conservatrice et républicaine les exécrait, n'envisageait, à la rigueur, qu'une révolution politique dont profiteraient, en quelque sorte héréditairement, ses enfants. Elle voyait bien l'Empire chanceler, mais elle prenait ses dispositions pour qu'il tombât à *droite*, comme un ivrogne dont on attend la chute, pour le dévaliser.

Pour les Internationaux, comme Aubry, le plus actif des militants de Rouen, et le confident de Varlin, la révolution sociale n'avait chance de réussir que si elle groupait toutes les forces démocratiques rassemblées et conjuguées. Mais cette fusion était difficile à réaliser sans organes de combat.

La Marseillaise, de Rochefort, récemment fondée, n'avait qu'un but : le renversement de l'Empire. Il fallait s'en contenter, faute de mieux, en attendant. Varlin ne nourrissait pas d'illusions : ils ne seraient pas prêts avant un an, peut-être deux, à faire la révolution sans courir le risque de voir les républicains non socialistes en récolter les fruits.

Juste pressentiment.

Cependant les événements se précipitaient et surprenaient l'Internationale en pleine élaboration.

L'année, pour l'Empire, commençait mal : le 10 janvier 1870, le prince Pierre Bonaparte abattait d'un coup de revolver Victor Noir, l'un des deux journalistes qui venaient, au nom de Pascal Grousset, lui demander rétractation ou réparation par les armes, d'un article insultant paru dans *L'Avenir de la Corse*.

Stupeur dans Paris. On eût pu croire que le meurtrier l'avait fait exprès pour embêter sa famille.

Mais Varlin avait raison : rien n'était prêt pour l'action immédiate – et directe. La poudre n'était pas encore assez sèche pour qu'on l'enflammât.

On le vit bien, et Rochefort en eut l'intuition le jour des obsèques de la victime. Il n'avait qu'un mot d'ordre à donner, qu'un geste à faire pour ensanglanter la rue : il fut bien inspiré en s'abstenant de provocation. La partie n'était pas égale. Ajournée. Malon et Varlin approuvèrent Rochefort ; Flourens le désavoua. Bonne leçon. « La prochaine fois il faudra s'entendre et faire en sorte de ne point partir à faux », dit Varlin.

Une dizaine de membres de l'Internationale, parmi les plus influents, se conformèrent à cette opinion en recommandant le calme.

« La Révolution morale est faite, disaient-ils en substance, dans une note aux journaux de leur bord. Mais ce n'en est que le prologue. Patientons. »

L'effervescence populaire dura néanmoins pendant quelque temps. Des collisions eurent lieu, à Paris, entre la police et les manifestants. Des barricades s'élevèrent et disparurent comme par enchantement. Émile Ollivier obtenait l'autorisation de poursuivre Rochefort, député au Corps législatif et directeur

de *La Marseillaise*, dont on arrêtait les principaux rédacteurs. Le 7 février, Rochefort, condamné à six mois de prison, était lui-même appréhendé au corps, en arrivant rue de Flandre pour y faire, conjointement avec Gustave Flourens, une conférence sur Voltaire, au bénéfice d'un détenu politique.

C'était maladroit de la part du pouvoir qui semblait décidé à brusquer l'aventure. Flourens à peu près seul donna dans le panneau. Il présidait la réunion publique ; en apprenant l'arrestation de Rochefort, il bondit, déclara le gouvernement déchu, la Révolution en permanence ; puis il se saisit du commissaire de police, l'entraîna comme otage et entreprit de soulever le faubourg du Temple et Belleville. C'était le paladin de la Révolution. On le retrouvera un jour, de l'autre côté de la barricade, sous les traits de Paul Déroulède ; mais celui-ci mourra dans son lit. Flourens vit rapidement s'émietter la petite troupe chantante et sans armes qu'il avait électrisée ; demeuré seul dehors, il alla demander asile à un ami. L'agitation, cependant, se traduisit pendant vingt-quatre heures encore par des cris, des chants, des barricades isolées, les derniers soupirs d'une émeute. Le surlendemain tout était terminé. Mais le temps restait orageux. Des nuages bas et livides crevaient, comme un abcès. Ce fut d'abord, à Tours, le procès de Pierre Bonaparte et l'acquittement pur et simple du personnage ; puis la grève du Creusot, où régnait, dans son fief, le tout-puissant usinier Schneider, maire de l'endroit et président du Corps législatif. Maître chez lui, il ne tolérait de la part des serfs à son service aucune velléité d'indépendance. Pour réprimer celle qui eut lieu au mois de janvier 1870, il se fit envoyer neuf brigades de gendarmerie, de l'infanterie, de la cavalerie et des batteries d'artillerie. Deux agitateurs, les ouvriers J. B. Dumay et Assi, ayant été congédiés, sans autre forme de procès, des sections de l'Internationale montrèrent les dents. Un futur membre de la Commune, Arthur Arnould, assista les grévistes dans *La Marseillaise*, le journal de Rochefort. Peine perdue, en apparence seulement : les tisons dispersés se rejoindraient tôt ou tard.

En attendant, la plupart des ouvriers qui avaient quitté l'atelier, faisaient leur soumission sous la menace des chassepots. Schneider les reçut à merci. « On rentrera quand je voudrai », dit-il avec arrogance. Sa fortune considérable était encore la plus forte ; regarder les ouvriers comme sa propriété, lui créait le devoir de les défendre contre eux-mêmes. En travaillant pour lui, ne travaillent-ils pas pour eux, voyons !...

Les tribunaux lui donneront gain de cause. Vingt-cinq ouvriers poursuivis récoltèrent ensemble deux cent quatre-vingt-dix-huit mois de prison.

Mais, chassés de l'usine, Dumay et Assi faisaient en sorte que le feu couvât sous la cendre.

Et puis, ce furent les préparatifs du plébiscite. Émile Ollivier alarmait l'Empereur, mais pour mieux triompher : « Sire, il existe un parti révolutionnaire, lui disait-il. Son but est d'établir la république démocratique et sociale... Il ne prend pas la peine de se cacher... Il expose ses projets, il organise ses moyens d'action, etc., etc. » Tout cela parce qu'un complot contre la vie de Napoléon III, en fournissant à Ollivier « la preuve que l'Internationale prenait une part active sinon au complot, du moins à la préparation de l'insurrection », autorisait le ministre à faire arrêter et poursuivre quelques orateurs de réunions publiques et « prêcheurs d'assassinat », tels que Protot, futur délégué à la Justice par la Commune.

Car, déjà, tous ceux qui devaient y jouer un rôle rougissaient comme coquelicots dans le blé qui lève, d'abord à Paris, mais aussi à Lyon, à Marseille, à Saint-Étienne, à Rouen, etc., que des *voyageurs en permanence* visitaient.

Et le plébiscite du 8 mai empourpra l'Empire, au soleil couchant. Le peuple français consulté, maintint sa confiance à Napoléon III, par 7 358 786 oui, contre 1 571 939 non ; 1 894 681 abstentions et environ 114 000 bulletins nuls.

Mais depuis quand une minorité agissante n'a-t-elle pas plus de poids qu'une majorité moutonnaire ?

Le troisième procès de l'Internationale s'ouvrit le 22 juin devant la 6^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris. Les inculpés étaient au nombre de trente-huit, en grande partie ouvriers, soit : dix-neuf prévenus d'affiliation à une société secrète et dix-neuf autres triés et mis à part comme fondateurs de l'Internationale et chefs de file.

Ils étaient condamnés d'avance. Varlin, relieur ; Malon, teinturier ; André Murat, mécanicien ; Johannard, feuillagiste ; Pindy, menuisier ; Combault, ouvrier bijoutier ; Héligon, courtier en librairie : à un an de prison ; les autres à deux mois seulement. Chalain, tourneur en cuivre, avait présenté, et fort bien, une défense collective.

Seule, l'Internationale avait été sur la sellette. Le triomphe du plébiscite ne l'intimidait point. Si elle ne représentait pas encore le prolétariat français, elle en était sinon l'élite, du moins la fraction la plus intelligente, la plus active, la plus consciente de son rôle à remplir.

Elle avait, comme tout ce qui a une vie propre, évolué depuis sa naissance. Sans doute, ces Internationaux s'étaient instruits autre part que sur les bancs des collèges : aux cours du soir, après l'atelier, et si l'on veut, de bric et de broc, mais aussi par l'expérience, la vue directe du peuple à son contact, au bain-marie enfin et non plus à distance et de haut. Ils se préoccupaient du sort de leur classe en connaissance de cause et sans ambition personnelle. Ils s'étaient faits tout seuls et ne rougissaient pas d'être appelés péjorativement autodidactes par les étudiants frais émoulus des écoles, qui écumaient le pot-au-feu dans les cafés, en attendant que la République fût devenue laitière, maraîchère et fruitière à leur profit.

On ne devait jamais plus revoir ces temps héroïques de la démocratie. Encore un an exactement, et la phase serait révolue. Fin mai 1871, la Commune écrasée donnerait au monde le spectacle du sang répandu sur les pavés ou mis en barrique à destination de la Nouvelle-Calédonie.

Il y avait encore, avant d'en arriver là, quelques étapes à gravir.

L'Internationale respirait un peu depuis un moment, lorsque la France déclara la guerre à l'Allemagne ; et tout de suite nos revers en présagèrent le dénouement. Le gouvernement n'était prêt qu'à lâcher les chiens contre les ennemis de l'intérieur.

L'Internationale, qui atteignait à peine l'âge de raison, était, en tout état de cause, trop petite encore pour nourrir l'illusion de déterminer en Allemagne, où le socialisme balbutiait aussi, un mouvement capable d'imposer la paix, d'accord avec la classe ouvrière française consciente de sa force et de ses buts.

Quelles étaient au reste, devant la guerre, les réactions des militants de l'Internationale ?

Ceux-ci, loin de penser que le régime ébranlé allait précipiter sa perte en se mettant à la gueule du loup, envisageaient plutôt une victoire dont le résultat serait d'affermir la dynastie et d'étouffer au berceau la révolution vagissante. C'était l'avis de Varlin et de quelques autres, qui voyaient pour eux, dans la guerre, la plus fâcheuse des entraves.

Hors de France, l'historien, jeune alors, de *La Fédération jurassienne*, James Guillaume, ami de Bakounine, de Varlin et de maints socialistes délégués aux Congrès de Genève, de Lausanne, de Berne et de Bâle, s'exprimait ainsi dans *La Solidarité* du 6 août :

« Quelle attitude l'Internationale doit-elle prendre en présence des événements ?

» Question à laquelle il est d'autant plus difficile de répondre que personne ne peut prévoir quelle sera la situation de l'Europe dans quinze jours.

» Il nous paraît, pour le moment, que l'Internationale doit se borner à regarder faire, soit par le refus du travail, soit par quelque autre moyen, d'empêcher de s'accomplir les événements qui se préparent.

» Deux grandes puissances militaires vont s'entredévorer : le socialisme ne peut que profiter des blessures mutuelles qu'elles se feront...

» Les gouvernements *civilisateurs* ont donné la mesure de ce qu'ils savent faire pour le bien de l'humanité ; la démocratie bourgeoise, que personnifie la Ligue de la paix et de la liberté, a pris soin de faire éclater à tous les yeux sa stérilité et sa faiblesse. L'heure de l'Internationale n'est pas encore venue. D'ici là, soyons calmes et veillons. »

Dans le même numéro de *La Solidarité*, James Guillaume citait l'opinion émise par un socialiste allemand dans le *Volksstaat* :

« Qu'arriverait-il si tous les ouvriers de France et d'Allemagne cessaient le travail, d'un commun accord, à un jour donné et opposaient ainsi à la guerre une grève internationale ? Dans ce cas, je suis persuadé que la guerre serait terminée en quelques jours sans effusion de sang. Car de même qu'elle rend impossible le travail rémunérateur, la cessation du travail rendrait la guerre impossible. »

James Guillaume avait raison, d'autre part, de ne pas s'illusionner sur la propension des ouvriers allemands à traduire en actes de simples et gratuites velléités. Longtemps encore ils devaient voir l'ennemi commun où il n'est pas et ne point voir l'asservissement où il est.

Dès le 12 juillet, soit avant la déclaration de guerre imminente, *Le Réveil* avait publié une adresse à l'Internationale parisienne portant les signatures de Malon, Theisz, Pindy, Murat, Avrial, Camélinat, Joffrin, Tolain, Landrin, Combault, Chauvière, Lucipia, Langevin, Charles Keller, Thomachot, etc.

Elle adjurait au nom de la paix les frères d'Allemagne de ne pas répondre à des provocations insensées destinées à les tromper sur le véritable esprit de la France. Des divisions ne pouvaient amener, des deux côtés du Rhin, que le triomphe du despotisme.

À quoi un membre de l'Association internationale des travailleurs berlinois, nommé Gustave Kwasniewski, répondit en affirmant sur l'honneur qu'il n'y avait pas dans leurs cœurs la moindre haine nationale et qu'ils entraient, « contraints et forcés, dans les bandes guerrières qui allaient répandre dans les deux pays la misère et la ruine ».

Enfin le Conseil général de Londres publiait un manifeste de Karl Marx – et certainement on attendait mieux du fondateur de l'Internationale qu'un syllogisme captieux. Que disait-il ? « Du côté allemand, cette guerre est une guerre défensive. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a fourni à Bonaparte l'occasion de lui faire la guerre ? La Prusse. À l'ombre de cette lutte homicide, se dresse la figure sinistre de la Russie. La sympathie que peuvent en l'occurrence réclamer les Allemands, ils se l'aliéneraient en permettant au gouvernement de solliciter ou d'accepter l'aide du cosaque ! »

À quel cosaque pensait-il ? On s'en doute.

L'Internationale fut encore sur la sellette le 18 juillet, lorsque commença à Blois le procès intenté aux instigateurs d'un complot ourdi contre la sûreté de l'État et contre la vie de l'Empereur. Quatre cent cinquante personnes avaient été arrêtées et emprisonnées ; soixante-douze seulement comparurent devant la Haute Cour de Justice. Et là encore, maints accusés habituèrent l'oreille du public et des juges à entendre décliner leurs noms : Sapia, Cournet, Dupont, Tony Moilin, Fontaine, Greffier, Dereure, Ferré, Razoua et l'ouvrier mécanicien Mégy, qui, au mois de février, avait tué l'agent de police Mourot chargé de son arrestation. Il fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Le principal figurant était Beury, ce sergent déserteur réfugié à Bruxelles, lequel, à la veille du plébiscite, avait rendu à Émile Ollivier un service signalé... par la police, en se parant des

plumes du régicide. Beaury en fut quitte, à Blois, pour vingt ans de détention. Subit-il sa peine? Il est permis d'en douter.

Mais cela n'intéressait plus personne. Tous les regards étaient tournés vers la frontière où nos armées allaient se battre et se faire battre, parce que rien n'avait été préparé en vue de cette éventualité.

Les hostilités commençaient le 26 juillet ; huit jours après l'Alsace était envahie : Paris s'émut, s'enivra de fausses nouvelles et se réveilla dans le ruisseau.

Nos défaites se succédaient. L'impératrice régente rentrait de Saint-Cloud à Paris présider le Conseil des ministres. Dure semaine que celle du 7 au dimanche 14 août. Le 9, le ministère Ollivier était renversé. Le 13, le maréchal Bazaine recevait le commandement de l'armée ; le lendemain, dimanche, Blanqui lui-même dirigeant l'opération, quelques hommes de son parti – Jaclard, Brideau, Breuillé, Ferré, Raoul Rigault, Protot, Caria, Granger, futurs communards – depuis longtemps instruits par le Vieux de ses intentions, attaquaient, boulevard de la Villette, la caserne des sapeurs-pompiers et manquaient leur coup.

Traduits devant le conseil de guerre, Eudes et Brideau, avec quatre autres, furent condamnés à mort. Des peines diverses furent prononcées contre des comparses. Michelet et George Sand demandèrent qu'il fût sursis aux exécutions. Le fait est qu'elles n'eurent pas lieu. Gambetta, lui, se préoccupa avant tout de dégager la responsabilité du parti républicain à l'heure où celui-ci avait le vent en poupe. Breuillé, blanquiste avisé, avait presque seul de son groupe obéi au Vieux, non, toutefois, sans lui faire observer judicieusement que l'entreprise était prématurée, l'armement à bref délai de la Garde nationale étant propre à faciliter l'émeute. On eût dû l'écouter.

À la veille de l'investissement de Paris, quelle était, à Paris, la situation du parti socialiste et révolutionnaire ?

Le Conseil fédéral parisien de l'Internationale siégeait toujours place de la Corderie du Temple, n° 14, au troisième étage. Mais Varlin, Theisz, Avrial, Pindy, Dereure et Langevin avaient loué, dans le même immeuble, l'année précédente, le second bureau où allaient se réunir désormais les délégués de la Chambre syndicale des sociétés ouvrières non adhérentes à l'Internationale. Les événements ne devaient pas tarder à le rendre célèbre. Là, en outre, s'était concentrée l'activité du Comité de vigilance constitué dans les vingt arrondissements de Paris et composé de révolutionnaires militants, affiliés pour la plupart à l'Internationale : Avrial, Briosne, Varlin, Chalain, Camélinat, Combault, Duval, Chardon, Dereure, Frankel, Beslay, Vaillant, Johannard, Malon, Ranvier, Rigault, Vallès, Tridon, Theisz, Serrailier, tous signataires, quinze jours après la proclamation de la République, d'une affiche rouge réclamant la levée en masse, le rationnement et l'armement de la Garde nationale.

Bakounine était, de son côté, appelé à Lyon pour y organiser un soulèvement populaire qui, le 28 septembre, tourna mal.

Rue de la Corderie, une élaboration plus lente, mais aussi plus sérieuse, était de meilleur augure. La Corderie se présentait comme une agrégation de tous les hommes capables de donner à un mouvement insurrectionnel son sens et sa portée.

Ils ne purent être qu'encouragés à la temporisation, le 1^{er} septembre, par la capitulation de Sedan et trois jours après par la proclamation de la République.

À qui profitait-elle, somme toute ? À un gouvernement provisoire composé d'hommes politiques investis du pouvoir par l'acclamation populaire qu'ils ont sollicitée. Et quels hommes de gauche déjà, bien entendu : Emmanuel Arago, Crémieux, Pelletan, Garnier Pages, Glais-Bizoin, Ernest Picard, et les trois Jules : Favre, Ferry et Simon..., sans compter Trochu, général indispensable à un gouvernement de Défense nationale. Il ne manque au bouquet que Brisson, Floquet et quelques autres relents de révolutions avariées. Patience : ils sont en route. Mais Thiers les précédera.

Le soir du 4 septembre, les membres des sections de la Fédération ouvrière et les socialistes réunis à la Corderie écoutent Briosne, feuillagiste, raconter qu'il a assisté à l'usurpation commise par les députés de Paris assemblés à l'Hôtel de ville. Emmanuel Arago, tirant de sa poche une écharpe rouge, l'a jetée à son oncle Étienne en disant : « Tiens, je te fais maire de Paris ! »

Lefrançais a raison, cette prétendue révolution n'est qu'une farce, et Blanqui lui-même, aux yeux de qui la Patrie cessera d'être en danger parce que « des avocats éperdus se cramponnent à un général posé par le hasard et les circonstances », Blanqui adhère au gouvernement de la Défense nationale qui s'efface devant la dictature militaire.

Le 6 septembre, par contre, Eugène Dupont, correspondant du Conseil général de l'Internationale à Londres, avait adressé à Albert Richard les instructions suivantes :

« La piteuse fin du Soulouque impérial nous amène au pouvoir les Favre et les Gambetta. Rien n'est changé. La puissance est toujours à la bourgeoisie. Dans ces circonstances, le rôle des ouvriers ou plutôt leur devoir est de *laisser cette vermine bourgeoise faire la paix avec les Prussiens* (car la honte de cet acte ne se détachera jamais d'eux), ne pas les affermir par des émeutes, mais profiter des libertés que les circonstances vont apporter pour organiser toutes les forces de la classe ouvrière. La bourgeoisie, qui est dans ce moment affolée de son triomphe, ne s'apercevra pas tout d'abord des progrès de l'organisation, et pour le jour de la *véritable guerre* les travailleurs seront prêts... Sers-toi des pouvoirs que t'a donnés le Conseil général pour arriver à ce but. »

Paroles auxquelles faisait écho, deux jours après, le *Manifeste* rédigé par Karl Marx à l'intention de tous les membres de l'Internationale :

« Les classes ouvrières françaises traversent des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, dans la crise actuelle, quand l'ennemi est presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leurs devoirs de citoyens ; mais, en même temps, il ne faut pas qu'ils se laissent entraîner par les souvenirs de 1792, comme les paysans français se sont laissés précédemment duper par les souvenirs du Premier Empire ! Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Qu'ils profitent avec calme et résolution des facilités que leur donne la liberté républicaine pour travailler à leur organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur herculéenne pour la régénération de la France et notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République. »

Enfin, après l'échec du mouvement révolutionnaire du 28 septembre, à Lyon, l'auteur du *Capital*, loin de voir dans l'abolition de l'État, décrétée par Bakounine à l'Hôtel de Ville, l'acte éminemment révolutionnaire aux yeux de James Guillaume, Marx enfin, qui haïssait l'anarchiste et sa doctrine, trouvait bon qu'il eût suffi, pour les expulser, de deux compagnies de gardes nationaux bourgeois !

Les révolutionnaires, hélas! continuaient à s'aimer entre eux et à se réjouir de leurs revers respectifs !

Cependant Paris est assiégé et rien de ce qu'on fait pour le dégager n'est efficace. Trochu a peur de la Garde nationale, comme d'un chien que son maître n'ose pas détacher, dans la crainte d'être mordu. Il n'emploie pas contre l'ennemi les 250 000 gardes nationaux des faubourgs, qui inquiètent en premier lieu les amis de l'ordre restés à Paris.

Les nouvelles du dehors sont déplorables. Toul le 23 septembre, Strasbourg le 29, Orléans le 11 octobre, Châteaudun le 18, Metz le 27, déposent les armes. La défense de Paris n'a pas meilleure mine. Au plateau de Châtillon, le 19 septembre, nous sommes battus sans nous être battus ; au Bourget, le 30 octobre, nous nous battons et nous serons battus, malgré l'héroïsme de ces « soldats de

la veille », disent les journaux allemands, enfin des jeunes soldats auxquels Trochu osa reprocher d'avoir « manqué de vigilance » ! Lui !...

L'insurrection latente se tâte le pouls. Le Comité central des vingt arrondissements de Paris, réuni le 20 septembre à l'Alcazar, sous la présidence de Lefrançais, délègue ses membres auprès de Jules Ferry, reçoit de lui l'assurance que le gouvernement ne traitera à aucun prix avec la Prusse ; et la promesse que l'élection de la Commune de Paris aura lieu à bref délai. Quant à la suppression de la Préfecture de police, dont la Commune réclame l'organisation, il incombera à la nouvelle municipalité d'y pourvoir. Mais Belleville, qu'on appelle le Mont-Aventin de la plèbe parisienne, prend mal l'attribution. L'arrondissement est, en quelque sorte, sous les ordres de Flourens, qui commande le 63^e bataillon et s'est vu affubler par Trochu des cinq galons dérisoires de *major de rempart*. Il vaut mieux que cela et c'est surtout d'impatience qu'il piaffe. Sa mort le lavera de toute imputation. Passif, il n'est plus qu'un jouet en vitrine. L'action est son domaine. La défense nationale pour lui n'est pas un vain mot. Le 4 octobre, il est d'accord avec ses officiers pour sommer le gouvernement d'accomplir le vœu de Belleville. Cinq bataillons l'appuieront, en armes, réclamant, de surcroît, 10 000 chassepots laissés dans les magasins de l'État, la levée en masse, la sortie torrentielle, etc.

Le lendemain, en effet, les bataillons se rangent sur la place de Grève, tandis que leurs chefs sont introduits auprès des membres du gouvernement : Dorian, Trochu, Jules Ferry, Étienne Arago, Garnier-Pagès, Gambetta, Eugène Pelletan. Aux premiers mots, le ton s'aigrit. Flourens s'étant entendu reprocher *paternellement* par Trochu d'avoir quitté le rempart dans ses attributions, donne sa démission, et ses officiers l'imitent.

– Si le sang coule ce soir dans Paris, dit Jules Ferry, c'est vous qui l'aurez voulu.

Flourens ne répond pas, sort, et c'est dehors seulement, devant ses bataillons et aux accents de *La Marseillaise*, qu'il dit : « Faudra-t-il, pour sauver Paris, en venir aux mains avec ces gens-là ? »

Aussi bien, ce n'est pas fini. Le 7 octobre, Gambetta étant parti en ballon la veille, et Jules Favre l'ayant remplacé au ministère de l'Intérieur, nouvelle manifestation dirigée contre l'Hôtel de ville par Blanqui, cette fois, sans résultat davantage.

Enfin, le 8 octobre, répondant à la résolution prise par le gouvernement d'ajourner les élections municipales jusqu'à la levée de l'état de siège, le commandant Sapia, et son bataillon, le 146^e, venaient crier : *Vive la Commune !* devant l'Hôtel de ville, cependant que le 84^e, puis d'autres bataillons de secours, prenaient le palais sous leur sauvegarde.

Si bien que tout se termina aux cris de *Vive la République !* par une revue que passa le général Trochu, et par une allocution de Jules Favre félicitant Paris d'avoir « l'honneur de concentrer sur lui l'effort des agresseurs de la France » !

Il pleuvait, l'avocat parlait, Flourens n'était pas là ; le flot se retira.

L'erreur de la Corderie avait été de vouloir, ce jour-là, enlever l'Hôtel de ville sans le concours suffisant et certain des hommes d'action. Lefrançais disait bien : leur éparpillement dans les bataillons, comités d'armement et de vigilance, ne pouvait qu'occasionner des retards, des malentendus et des faux départs. Déjà Blanqui, Vallès, Jaclard, reconnaissant qu'ils avaient eu tort de se laisser élire chefs de bataillon, étaient démissionnaires ; Millièrre, Varlin, Ranvier devaient suivre leur exemple et se sentir prisonniers, tout au moins empêtrés dans leurs cadres composés d'anciens officiers et sous-officiers de métier, pour la plupart réactionnaires.

À la réunion plénière des comités d'arrondissement, des républicains comme Lockroy, qui ne sont pas des foudres de guerre civile, en viennent à se prononcer, eux aussi, pour l'élection, à bref délai, de la Commune.

L'affaire du 31 octobre fut plus chaude que celle du 8, sans être pour cela moins décevante.

Le 7, Félix Pyat annonçait dans son journal, *Le Combat*, la reddition de Metz, livrée à l'ennemi sans condition, avec armes et bagages, par Bazaine, le héros du Mexique.

Pyat était aussitôt taxé de mensonge par l'Hôtel de ville et désigné aux énergumènes prêts à faire un mauvais parti à l'agent de l'étranger. Trois jours après, le gouvernement de la Défense nationale devait confirmer la nouvelle donnée par *Le Combat*, qui la tenait de Flourens, renseigné par Rochefort ! Une proclamation de Trochu avouait d'autre part « le pénible accident survenu au Bourget », repris par les Allemands qui en avaient été chassés.

À la consternation, la colère succéda, provoquée par des affiches auxquelles, comme à une traînée de poudre, les exclamations et les commentaires du peuple français consulté mettent le feu. Des projets d'armistice ont transpiré et accroissent l'effervescence. Va-t-on entendre, cette fois, la voix tonnante de Belleville ? On peut d'abord le croire. La Corderie, d'où partent les mots d'ordre, a convoqué les gardes nationaux à l'Hôtel de ville. Ils y arrivent pendant la conférence réunissant Étienne Arago, maire de Paris, ses adjoints et le gouvernement qui tergiverse touchant les élections municipales. Il craint, étant, lui, seulement reconnu par la France, de se trouver en état d'infériorité vis-à-vis d'une force morale conférée par le suffrage universel à des élus dûment institués.

Tandis que les hésitants délibèrent, les grilles de l'Hôtel de ville cèdent sous les poussées. La salle du conseil municipal où quelques maires sont demeurés, est envahie. L'un d'eux harangue la foule en vain. Surviennent Flourens, Blanqui, Delescluze et Pyat. Le désordre redouble, et c'est en vain que Flourens essaie de se faire entendre ; sa voix, et bien d'autres, sont couvertes par le bruit.

Des fenêtres, on peut apercevoir la place de l'Hôtel de ville moutonnant sous une pluie fine. Des bataillons arrivent, surmontés de crosses en l'air, de drapeaux et d'écriteaux portant ces inscriptions : *Pas d'armistice ! La levée en masse ! La Commune ! À bas Trochu ! Des armes !* Le clou de la lutte à outrance est encore enfoncé dans les crânes d'une partie de cette multitude qui ne se sent pas défendue. Arago et Floquet ne parviennent point à se faire écouter. Trochu et Jules Simon, interrompus par des cris hostiles, disparaissent à leur tour, et la foule s'engouffre derrière eux dans l'Hôtel de ville et en prend possession. Rochefort lui-même est congédié par elle. La salle où siège le gouvernement est atteinte et submergée. Il y a là Trochu, Dorian, Jules Favre, Arago... Ils ont réfléchi. Ils acceptent les élections, elles auront lieu le lendemain ; Rochefort est prié d'en répandre la nouvelle. Mais c'est inutilement, monté sur une table, qu'il s'égosille : « Pas d'élections ! La Commune ! », lui crie-t-on. Il a beau répliquer : « C'est la même chose » ; il n'a jamais eu d'autorité comme tribun : c'est une plume ; un verbe vaudrait mieux. Lefrançais le tire par les jambes, le force à descendre et juché à sa place, proclame la déchéance du gouvernement. On l'applaudit. Après lui, Flourens, dans son costume de major, fait connaître les noms des membres du Comité de salut public qui vont préparer les élections. Il est en tête de la liste. Des mouvements divers accueillent la désignation de Blanqui, Dorian, Victor Hugo, Pyat, Louis Blanc, Ranvier, Malon, etc., etc. Rochefort n'est pas agréé. Il n'est appelé *le populaire* que par Flourens. Ce ne sont pas les faubourgs qui ont fait sa réputation : c'est l'Empire, qu'il pendit à sa *Lanterne*. Il est brave, spirituel et distant. Sa naissance et son goût le rendent étranger au peuple dont la nature est fermée à l'ironie et à l'esprit de mots.

On perd du temps en motions. La dernière – le gouvernement doit-il être

retenu prisonnier ? – est résolue par un bataillon, le 106^e, qui vint enlever Trochu et le reconduisit à son hôtel, où il dîna tranquillement. Ferry et Arago purent le suivre ; Jules Favre, Jules Simon et quelques autres demeurèrent sous la garde des tirailleurs de Flourens. Mais l'élan est brisé. L'arrivée des mobiles bretons, fusils chargés, dans la nuit, termine l'affaire sans effusion de sang. Ce n'a été, cette fois encore, qu'une émeute... pas même : une bagarre. La maladresse de Flourens a permis au bateau qui donnait bande de se redresser et de se calfater. On commence par faire arrêter une vingtaine de chefs et sous-chefs du mouvement insurrectionnel. Ils seront traduits devant le Conseil de guerre... plus tard. Parmi eux : Lefrançais, Vermorel, Vésinier, Pillot, Blanqui, Razoua, Flourens, Vallès, Régère, Jaclard, Eudes, Levrault, Henry Bauer, Cyrille, Goupil. On n'entendra pas prononcer leurs noms pour la dernière fois, les 23 et 24 février suivant, lorsque les accusés seront jugés et, pour la plupart, acquittés. Seuls Blanqui, Flourens, Levrault et Cyrille seront condamnés à la peine de mort ; Vallès et Goupil respectivement à deux ans et six mois de prison. Autant en emportera, bientôt après, la revanche des séditieux, qui seront non plus une poignée, mais une poigne.

On n'en est pas encore là. Les élections municipales qui devaient avoir lieu le 1^{er} novembre, sont renvoyées au 3, mais réduites à la question de savoir si la population maintient ou refuse sa confiance au gouvernement de la Défense nationale. Quant à la Commune..., on en reparlerait à la Saint-Jamais !

Le résultat du vote des sections de Paris et des réfugiés donna une majorité massive au gouvernement : 321 373 oui, contre 53 584 non. L'Armée de mer et la Garde mobile – et c'était un sérieux avertissement dont les révolutionnaires ne tinrent pas assez compte – firent bloc par plus de 236 000 voix contre 9 000 !

Ce n'était pas encore la révolution qu'on voyait venir : c'était l'armistice ; et, de ce point de vue, l'échec des insurgés n'avait rien de regrettable dans le moment. La Commune était restée en suspens le 30 octobre, heureusement pour elle. Qu'eût-on dit si elle avait, ce jour-là, arraché le pouvoir des mains défaillantes qui le détenaient ? La honte d'une capitulation, rendue à présent inévitable, n'eût pas enseveli la Commune dans le linceul de pourpre que Thiers s'appropriait à lui tisser.

Il était rentré d'un voyage en Europe, dénué des concours envisagés. Toutes les alliances qu'il avait quêtées s'étaient dérobées. La guerre devait continuer... Combien de temps encore ?... Au gouvernement de répondre. En attendant, le 7 novembre, il avait procédé à l'élection des maires, puis des adjoints : Clemenceau, Delescluze et Ranvier, maires ; Benoît Malon, Lafont, Dereure, Jaclard, Miot, Millière, Flourens, Lefrançais, adjoints, étaient élus dans les arrondissements excentriques. Beaucoup d'abstentions. On avait d'autres chats à fouetter. La veille du scrutin le *Journal officiel* ayant annoncé que les négociations étaient rompues entre la Défense nationale et la Prusse, qui refusait le ravitaillement, en conséquence la population serrait d'un cran la ceinture et les gardes nationaux s'organisaient en compagnies de guerre, sans toutefois faire dépendre le salut de ces mesures extrêmes ou du commandement en chef de la Garde nationale donné au vieux général Clément Thomas, qui avait exercé le même pouvoir en 48.

Les pères s'en souvenaient ; les fils ne l'oublieraient pas non plus, le 18 mars, à vingt-trois ans d'intervalle.

Thiers lui-même était moins préoccupé de leur efficacité que du résultat de l'enquête sur l'affaire du 31 octobre. Qu'avait-il appris ? Que les émeutiers étaient armés de carabines Remington ! De qui les tenaient-ils, sinon de l'Internationale ? Le bonhomme entretenait son obsession.

Comme ce n'est point, ici, l'histoire du Siège de Paris, des sorties malheureuses bâclées par Trochu, des clubs qui soufflaient sur le feu pour réchauffer

une population éprouvée par un hiver rigoureux, le rationnement et les privations de toute sorte, il nous faut passer sans transition au bombardement de Paris qui commença le 5 janvier 1871, par neuf degrés de froid. C'était l'occasion pour le gouvernement d'annoncer que l'armée du Nord accourait à marches forcées et de crier : Vive la France ! Vive la République !

Pour faire avaler la pilule aux assiégés, Trochu qui l'avait dorée en l'appelant au début « héroïque folie », allait leur présenter la dernière, stimulé par l'objurgation de Delescluze sommant les généraux Trochu, Clément Thomas et Le Flô de donner leur démission. Il en restait là, d'ailleurs, et réprouvait toute manifestation violente. Aussitôt, les soi-disant délégués des vingt arrondissements, vingt cloches, firent entendre, dès le lendemain, leur carillon, dans une affiche rouge que signèrent cent-quarante pionniers de la Commune, cette Bérézina. Trochu répliqua le lendemain et jura que le Gouverneur de Paris ne capitulerait pas. Mais déjà ce tocsin résonnait comme un glas.

Delescluze, dans le 19^e, et la Commission administrative du 20^e, donnèrent leur démission et furent remplacés. Le bombardement et les fanfaronnades continuèrent leurs échanges, mais celui-ci faisait – hélas ! – plus de victimes que les images des dessinateurs qui aboyaient contre les Prussiens, de loin. C'est déjà ce que l'on prenait pour l'expression d'un patriotisme exacerbé. Les refrains viendraient plus tard. Les mouches précédaient les vers. Haut les cœurs !

L'ennemi, cependant, insensible aux provocations, resserrait l'investissement. Il avait eu le temps de s'apercevoir que Trochu, chrétien avant d'être général, ne tenait pas à prendre une offensive sanglante : n'étant pas sûr de la Garde nationale, il aimait mieux exposer les femmes et les enfants au feu des batteries prussiennes. Mais il n'y avait plus à tergiverser. Il fallait pouvoir, la mort dans l'âme, préparer un beau trépas aux dernières victimes de la résistance. « Tout est perdu fors l'honneur ! » est l'échappatoire des capitulations *in extremis*. La fièvre obsidionale allait avoir l'accès qui devait emporter le malade. Il réclamait sa piqûre : la trouée. Voilà ! Voilà !

Le 17 janvier, 100 000 hommes reçurent l'ordre de se tenir prêts à sortir. Ducrot, Bellemare et Vinoy commandaient les trois corps engagés. Les Prussiens, avertis, avaient pris leurs dispositions en conséquence. Le 19 janvier, après avoir enlevé la redoute de Montretout, les *trente sous* durent l'évacuer et se rabattirent sur Paris, en débandade. C'était la défaite, non sans phrases, car Trochu et Clément Thomas en dévidèrent.

La Garde nationale avait bien mérité de la Patrie à Buzenval... Elle n'était qu'à moitié de sa tâche : il lui restait à bien mériter de Paris.

Elle n'y manqua pas. Elle avait fait son devoir. C'était elle qui, depuis le 31 octobre, réprimait l'envie qu'avait le gouvernement de se tirer d'affaire en livrant Paris. Elle contenait encore le levain de résistance qui faisait accepter tous les sacrifices dans l'espoir obstiné de vaincre. Il devenait urgent de débarrasser l'Hôtel de ville de la teigne qui s'y cramponnait. Il n'y avait plus un crime militaire à laisser commettre pour prolonger l'existence d'un pouvoir déshonoré. C'était le sentiment général ; il s'exprima sur l'heure. Trente hommes déterminés allèrent le 21 janvier, à minuit, faire ouvrir, à Mazas, les cellules où étaient détenus Flourens, Léon Meillet, Henri Bauer, le docteur Pillot, d'autres...

Sur-le-champ, Flourens monte à Belleville et reprend possession de la mairie dont il était maire-adjoint. Il n'y a pas une minute à perdre.

Mais le Chimérique s'illusionne en pensant que trois jours lui suffiront pour réorganiser la Garde nationale et prendre la revanche de Buzenval. Le rappel qu'il fait battre n'est entendu que d'un chef de bataillon dont les hommes réveillés en sursaut se dérobent. Flourens les quitte, de sorte que le commandant du 2^e secteur rentre sans coup férir en possession de la mairie.

Aussi bien, les clubs ont devancé Flourens à meilleure fin en invitant le 21 les faubourgs à se rendre en armes, le lendemain, sur la place de l'Hôtel de ville où leurs femmes les accompagneront et protesteront « contre le rationnement du pain et autres mesures destinées à affamer le peuple ».

Ceci est plus grave. Dans la nuit, le général Clément Thomas a fait afficher la décision qu'il a prise de réprimer une criminelle sédition qui paralyse la défense. En même temps le général Vinoy donnait l'ordre aux trois bataillons de mobiles du Finistère de venir à la rescousse ; et ils ne se le firent pas dire deux fois, eux.

C'était le conflit certain, d'autant plus que le 22 janvier tombait un dimanche. Vers midi, la place de l'Hôtel de ville commença d'être occupée par des curieux, en majorité, hommes et femmes, et par des gardes nationaux inoffensifs, l'arme à la bretelle ou sur l'épaule. Un détachement, après avoir défilé devant le palais, allait se masser sur le quai. Un bataillon se formait lentement, vers 2 heures, l'arme au pied, sur la place, du côté de la rue de Rivoli.

En réalité, point d'agitateurs : une foule dans l'expectative.

L'adjoint au maire de Paris, Gustave Chaudey, consentit donc à recevoir une députation composée de six délégués, requérant la municipalité de donner sa démission et de proclamer la Commune. À cette députation, une autre succéda, sans que, sur la place, l'ordre fût troublé. Mais de la rive gauche, des détachements de gardes nationaux portant la crosse, en l'air, avaient débouché par le pont Notre-Dame. Le flot n'avait pas fini de monter. Une troupe nouvelle, irrésistible, arriva soudain au pas de charge par la rue du Temple. Le 101^e bataillon entra en scène, arborant le guidon rouge et descendant non point de Belleville – et pas encore de Montmartre –, mais de Montrouge. Il alla se ranger devant la grille de l'Hôtel... et ce fut alors que la fusillade éclata de part et d'autre. D'où était-elle partie ? Des assaillants ? Ce n'est pas, quoi qu'on ait dit, absolument sûr. Toujours est-il que des fenêtres de l'Hôtel de ville la réponse crépita, dans le tas, avec entrain. La Garde mobile, chaque fois qu'on la fera marcher contre les Parisiens, ne les épargnera pas, de quelque province qu'elle vienne. On reverra cela. Après les fenêtres, ce furent les portes de l'Hôtel qui s'ouvrirent pour laisser passer les mobiles bretons qui chargèrent et déblayèrent la place, conjointement avec les carabiniers, je veux dire les gardes républicains, qui achevèrent de piétiner les femmes et les enfants, renversés, au milieu des cris et des gémissements. L'engagement n'avait pas duré vingt minutes. On releva cinq morts et dix-huit blessés. Le gouvernement provisoire qui n'avait rien su prévoir, uniquement préoccupé qu'il était de conserver le pouvoir, allait profiter de sa victoire pour faire la paix sur le dos d'une population matée par la force, le froid et la faim.

Immédiatement, le gouvernement de la défaillance nationale, comme on l'appelait, ragailardi, décrétait la fermeture des clubs, supprimait *Le Réveil*, de Delescluze, et *Le Combat*, de Pyat, sans s'apercevoir qu'il jetait lui-même de l'huile sur le feu. Le bombardement redoublait de violence. Les vivres allaient manquer. Trochu n'était pas disposé à renouveler la tentative du 21 janvier accordée, disait-il, aux gardes nationaux qui la réclamaient. Plutôt démissionner que de souscrire au désir d'Emmanuel Arago, qui haletait après une sortie *formidable et désespérée*. Les officiers supérieurs, les membres du gouvernement et les maires de Paris, qui délibéraient tandis qu'on se battait sur la place de l'Hôtel de ville, s'étaient séparés sans conclure, mais la mort dans l'âme..., et cela signifiait qu'ils ne la concevaient plus que là.

Le bombardement cessa, en effet, le 20 janvier à minuit. L'armistice était conclu. Le général Trochu laissait à Vinoy l'honneur de signer l'armistice et Jules Favre se rendait à Versailles pour entamer les négociations. Le 28, une proclamation affichée dès le matin sur les murs de Paris mettait la population devant le fait accompli : la résistance était brisée au bout de quatre mois et

douze jours. Les conditions principales de la capitulation tenaient dans ces deux paragraphes : « L'ennemi n'entrera pas dans l'enceinte de Paris. La Garde nationale conservera son organisation et ses armes. Nous sortons de la lutte qui finit retrempés pour la lutte à venir... »

On sonna le tocsin... à la place du glas. Déjà cependant, l'on n'entendait plus que les plaintes étouffées d'une ville qui veillait une morte : la résistance.

Bientôt, d'ailleurs, Paris, ravitaillé, reprenait goût à la vie et retournait à ses espérances, qui n'étaient pas les mêmes pour tous. La vérité, c'est que, dès le lendemain de Buzenval, tout le monde avait assez d'une lutte dont l'issue n'était plus incertaine aux yeux de Blanqui. Sous les coups d'étrivières que Paris recevait du bombardement et du rationnement, le Vieux, conformément au *sursum corda* de la Patrie en danger avait pu s'écrier : « Combat à outrance jusqu'à la dernière miette de pain ! La province peut revenir à la charge et nous trouver debout encore ! » Sa religion de l'ancienne observance perdait chaque jour des fidèles, et pour la République même, il tremblait à présent.

L'armée et les mobiles de province tournaient en dérision les marches militaires des gardes nationaux et les mobiles parisiens qui s'en faisaient accroire.

« Saluons la guerre à outrance qui passe ! » Et les chefs entre eux renchérisaient sur ces propos moqueurs.

La saignée du 21 janvier s'en était suivie uniquement pour donner une leçon aux excités et faire tomber de plusieurs degrés la fièvre obsidionale que le pouls de Paris indiquait encore.

Dès lors, Trochu avait eu beau dire, par acquit de conscience : « Paris ne capitulera pas ! » Il était évident que le siège touchait à sa fin.

Quelques enragés, quand ils apprirent la capitulation, ne s'imaginaient-ils pas que la guerre allait continuer en province ? Les résignés, eux, réprimaient une envie de pleurer et s'enfermaient chez eux pour ne point entendre de sottises ni assister aux démonstrations publiques des fiers à bras raccourcis. Les révolutionnaires qui avaient vu défiler la Garde nationale en armes, fusils renversés, drapeaux cravatés de crêpe, immortelle à la boutonnière, tambours voilés comme aux enterrements, songeaient à se retirer de la lutte. Mais d'autre part, quelques piliers de clubs et de Comités, prévoyants de l'avenir, conservaient un souvenir ineffaçable de ces bataillons de la garde internationale lesquels, n'étant pas désarmés, pouvaient être bons encore à quelque chose.

Ces bougres-là, réagissant contre la passivité, regroupaient à la Corderie leurs forces saines et sauvées. Ils avaient, pour les aider à repartir, la préparation des élections à l'Assemblée nationale, d'abord fixées au 8 février pour toute la France.

Paris avait trois sièges de députés à pourvoir au scrutin de liste. Les nouveaux élus ne recevaient somme toute qu'un mandat : conclure ou non la paix.

La province vota en grande majorité contre la continuation de la guerre, tandis que Paris ne se préoccupait que de condamner ou d'absoudre les capitulards.

Les bonapartistes, il fallait s'y attendre, furent partout repoussés ; les légitimistes qui furent élus durent leur succès non pas au parti qu'ils paraissaient représenter, mais à leur opposition à la guerre à outrance prêchée par Gambetta.

Chose inattendue, la bourgeoisie parisienne déçue et honteuse de la confiance qu'elle avait mise dans un gouvernement d'incapables et de chauffe-la-place, donna ses suffrages aux éléments avancés qui l'avaient avertie de son erreur.

Les Comités, les sections ouvrières, les réunions publiques et les journaux firent prévoir, entre Paris et la province, la discordance et même l'antagonisme qu'allaient traduire clairement les élections législatives.

Celles-ci envoyèrent à Bordeaux, siège provisoire de l'Assemblée nationale, une majorité réactionnaire et rurale disposée à maintenir au pouvoir ceux qui avaient trahi la confiance du pays.

Il est vrai qu'à Paris le radicalisme triomphait, moins peut-être à cause de l'élection de Rochefort, Delescluze, Félix Pyat, Malon, Clemenceau, Garibaldi,

Cournet, entre autres, qu'au nombre imposant de voix obtenu par Razoua, Millière, Lefrançais, Tridon, Gambon, André Murat, Arthur Arnould, Regnard, Miot, Oudet, Jaclard, Assi, Varlin, Johannard, Blanqui, Vaillant, Theisz, Deureure, Courbet, Chalain, Beslay, Léo Meillet, Flourens, Ranvier, Eudes, Amoureux, Tony Révillon, Brisson, Pindy, Tolain, Cluseret, Pottier, tous connus pour leurs opinions écarlates. Le résultat de la consultation avait, à cet égard aussi, l'importance d'un recensement.

Il ne pouvait, toutefois, faire oublier que Thiers était élu dans vingt départements, tandis qu'il ne venait, à Paris, que le vingtième sur la liste, avec une centaine de mille voix. Mais la province lui en donnait plus d'un million pour le récompenser de s'être mis prudemment de côté pendant la guerre, ainsi qu'une poire pour la soif d'autorité des campagnes bovines.

Bien entendu, Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Jules Trochu, Jules Grévy, tous les Jules, et Gambetta, Étienne Arago, Ernest Picard, avec le prince de Joinville par-dessus le marché, étaient des relevailles, comme si la mère devait se réjouir d'avoir mis au monde un enfant mort : la capitulation, dont personne ne voulait se reconnaître le père, vu qu'ils étaient plusieurs.

On la vit tout de suite à l'ouvrage, cette belle assemblée de ruraux « honte de la France », comme dit Crémieux, de Marseille, à qui cette apostrophe coûta la vie. Tous les fuyards de Paris s'étaient donné rendez-vous là même où, comme un fait exprès, Napoléon III à son avènement, avait prononcé la parole fameuse : « L'Empire c'est la paix » ; il ne songeait pas alors à celle de Bordeaux.

L'Assemblée se réunit pour la première fois le 13 février au Grand Théâtre où elle donna ses représentations.

Elle commença par conspuer bassement Garibaldi, ce qui attira sur les goujats, de la part de Crémieux, son rappel à la pudeur.

Garibaldi se retira sans mot dire – et ne revint pas. Quelques jours après, Jules Grévy et Thiers furent nommés, le premier, président de la Chambre, l'autre chef du pouvoir exécutif de la République et président du Conseil. Deux des ministres qui composaient celui-ci, Jules Favre et Picard, étaient désignés pour accompagner Thiers à Versailles et négocier rapidement une paix « qui ne sera acceptée que si réellement elle est honorable », dit Thiers.

Le Pacte de Bordeaux déclara qu'elle l'était... du moment – n'est-ce pas ? – qu'elle ne coûtait à la France que deux provinces et cinq milliards au lieu de dix que demandait Bismarck, outre Belfort, si l'on voulait épargner à Paris la main au collet.

Thiers transigea, et le pacte fut conclu.

Les préliminaires de la paix, signés par le chef du pouvoir, reçurent l'assentiment de la province. Bismarck avait enfin trouvé à qui parler.

L'agrément de Paris était plus douteux. La capitale de la France venait pendant cinq mois d'être à la peine, elle ne supportait pas l'idée d'être seule à l'humiliation d'une entrée en fanfare de l'armée prussienne victorieuse. Tout mais pas ça ! On avait l'air de la punir d'une résistance qu'il n'avait tenu qu'à elle d'abrégier. Elle avait trop aimé le pain de crottin, la carne et le bombardement. Elle n'allait pas recommencer à embêter la France. Thiers et l'Assemblée à son image étaient là heureusement pour mettre Paris à la raison.

Le Parisien est fier ; il rougissait d'avance de l'outrage qu'allait lui infliger la botte allemande.

Ce ne fut pas, à proprement parler, une explosion de patriotisme, ce fut plutôt un violent accès de colère, un afflux de sang à la tête, que le Comité central de la Garde nationale va s'efforcer de contenir, étant donné qu'un beau désespoir ne pouvait plus sauver Paris dompté et réduit par la famine.

À ce moment, la grande cité n'est plus qu'une marmite où l'on sent bouillir tout ce qu'on a jeté dedans, depuis cinq mois, d'amer et d'écœurant : défaites,

mensonges, humiliations, dettes et deuils de guerre, confiance trompée, inquiétudes aigries, os à ronger... Plutôt renverser la marmite que d'en boire plus longtemps le bouillon.

Chaque jour fait voir le mépris que la belliqueuse inspire à l'Assemblée de Bordeaux. L'anathème de celle-ci se traduit par l'opposition que rencontre de sa part le dessein de fixer à Paris le siège de ses délibérations.

Il ne manquerait plus que ça ! Plutôt le décapitaliser que de consacrer sa suprématie ! Qu'à cela ne tienne, répondent les partisans de l'autonomie communale : nous sommes assez grands garçons pour nous administrer tout seuls ! Chacun chez soi ! Vive la Commune !

Aussi bien, on semble faire exprès de fournir à la population d'autres sujets d'irritation. Le général Vinoy, maintenu dans ses fonctions de gouverneur de Paris, et le général d'Aurelles de Paladines, dont l'impéritie a permis aux Prussiens de reprendre Orléans, ces deux chefs étaient impopulaires et n'en pouvaient pas douter. Du général d'Aurelles, qui a reçu le commandement de la Garde nationale, celle-ci n'attend rien de bon. Ce qu'elle réclame avant tout — sa réorganisation — n'est possible qu'à condition de lui laisser son armement, efficace éventuellement envers et contre ceux qui conspirent à la perte de la République. La Garde nationale se considère, en effet, comme investie du pouvoir de la défendre. Or, elle n'a qu'une confiance modérée dans le loyalisme intéressé du général.

L'idée de constituer en Fédération les bataillons de la Garde nationale fait son chemin ; mais il est à craindre que les bataillons bien-pensants n'y souscrivent avec l'arrière-pensée d'éliminer de leur formation nouvelle l'élément ouvrier dont ils ont peur.

Louis Chalain pare le coup en convoquant le 15 février, rue de la Douane, au Vauxhall, de nombreux gardes nationaux délégués ou non par leurs compagnies pour soumettre aux assistants un projet de Fédération républicaine de la Garde nationale.

Un délégué provisoire par arrondissement fut désigné pour travailler à l'élaboration des statuts, recruter des fédérés et se préoccuper des événements qu'on voyait venir.

Le premier, et le plus angoissant, était l'échéance convenue entre Thiers et Bismarck.

Deux mille délégués des bataillons se réunirent, sans pouvoirs signés, le 24 février, au Vauxhall, et se montrèrent d'emblée disposés à commémorer, place de la Bastille, l'anniversaire des Trois Glorieuses.

L'assistance adopta ensuite la résolution suivante :

« La Garde nationale proteste contre toute tentative de désarmement et déclare qu'elle y résistera au besoin par les armes. »

Enfin, et malgré le mouvement contraire d'une partie de l'assemblée, l'autre partie, sur la question de savoir si l'on devait s'opposer par la force à l'entrée des Prussiens dans Paris, répondit affirmativement. Les compagnies ultérieurement consultées, officiers et soldats, opinèrent dans le même sens.

Ce n'était point rassurant. Qui mettrait un frein, si c'était possible, à cette exaltation ?

Le pèlerinage organisé pour célébrer, place de la Bastille, l'anniversaire de la République de 1848, fut significatif. Défilé des bataillons de la Garde nationale, des délégations, des corporations, fanfares militaires, discours enflammés, drapeaux rouges, couronnes d'immortelles, cris de « Vive la République ! », illuminations, rien ne manqua à la commémoration, pas même ces feux de Bengale par lesquels, dans la soirée, fut mis en valeur, sur le piédestal de la colonne de Juillet, un drapeau noir que *Le Rappel* salua innocemment « comme une promesse et comme le rayonnement de l'avenir sur le deuil du présent ».

Louise Michel vit cela et ne s'y méprit pas, elle.

Le lendemain, la population parisienne dégrisée repensait aux Prussiens qui, d'une façon ou d'une autre, allaient troubler la fête.

Heureusement, le Comité provisoire de la Garde nationale, devenu Comité central dans lequel l'Internationale était largement représentée, rédigea et fit afficher un manifeste invitant la Garde nationale à ne pas prendre l'offensive et à se contenter d'isoler les Prussiens dans la zone où ils seraient parqués.

C'était, évidemment, la meilleure solution et presque tout le monde en sut gré à ses promoteurs bien inspirés. Elle révélait, il est vrai, l'influence qu'avait le Comité central sur le gros de la Garde nationale. Quand les bataillons bourgeois y prirent garde, il était trop tard.

À la vérité, le gouvernement, en prévision de ce qui pouvait advenir, avait replié ses troupes sur la rive gauche et déménagé le palais de l'Industrie. Il n'avait oublié que les quatre cents canons appartenant à la Garde nationale, qui se trouvaient avenue de Wagram et à Neuilly, sur les emplacements que devaient occuper les Prussiens.

Le Comité central répara cette faute en prenant l'initiative de soustraire à l'ennemi et de mettre en lieu sûr les pièces abandonnées. Elles furent transportées précipitamment par la Garde nationale, à laquelle le tocsin avait sonné l'alarme, place des Vosges, aux Buttes-Chaumont, au parc Monceau, enfin à Montmartre, où l'enlèvement des canons avait excité l'émulation la plus vive.

Vinoy eut tort de se fâcher, dans le moment où Thiers s'apprêtait à signer les préliminaires de la paix et à ouvrir aux Prussiens les portes de Paris. Alors, c'était encore à lui de se sacrifier, comme s'il n'avait pas suffisamment souffert comme cela en prolongeant la résistance nationale pour en sauver tout au moins l'âme. Est-ce qu'on voulait réellement le pousser à bout ? On paraissait souhaiter, à Bordeaux comme partout ailleurs en France, qu'il fournît aux Prussiens un prétexte pour le punir de son attitude en le détruisant ?

Le Comité central des vingt arrondissements, ce Comité composé d'inconnus, conjura, par son attitude résolue, la catastrophe... ou le faux départ. Vingt-neuf inconnus, parmi lesquels Alavoine, Bouis, Boursier, Arnold, Bergeret, Lavalette, Maljournal, Chouteau, Ostyn, signèrent la proclamation suivante, encadrée de noir, qui fut affichée le 28 février, veille de la visite des Prussiens, en armes : « Citoyens, toute agression serait le renversement de la République. Il sera établi tout autour des quartiers que doit occuper l'ennemi, des barricades isolant complètement cette partie de la ville. »

La Garde nationale devait assurer, conjointement avec l'armée, l'exécution de ces mesures. Soulagé d'un poids sur la poitrine, Paris endolori par le Siège, respira mieux, sans savoir positivement à quel médecin sa fièvre devait cette rémission... ; ce qui permit au malade, bientôt après, de témoigner sa reconnaissance à un ramassis de gens sans aveu, diplômes ni mandat.

Les Prussiens entrèrent donc, en bon ordre, dans Paris, le 1^{er} mars.

Ils furent aussitôt enfermés dans l'îlot qu'on leur avait assigné, entre la Seine et le Louvre. C'était la victoire réduite à sa plus modeste expression. Quant à la ville, elle était dispensée de se rendre, puisqu'elle faisait le mort. Un mort ne se rend pas.

Je m'en souviens. Mon grand-père, qui me prêtait un abri rue de la Mare, à Belleville, me conduisit par la main, un peu plus tard, aux Lilas, si j'ai bonne mémoire, où je pus voir le troupeau, par les interstices des palissades derrière lesquelles il broutait. Mon grand-père avait eu mon âge en 1816. Il avait assisté à l'inondation de Paris par les alliés. Le débordement, aujourd'hui, n'était plus révélé que par les flaques d'uniformes au milieu d'un chantier de concentration. Pour les assiégeants aussi la guerre était finie ; mais ils osaient en manifester leur joie... ; tandis que les assiégés réprimaient la leur par amour-propre et mauvaise honte... À cette époque, pas plus qu'aujourd'hui, on n'enseignait aux écoliers, dans tous les pays, le pardon des victoires.

Lorsque le flot amer eut reflué, le Comité central redevint, un moment, pareil aux restes d'une digue à présent sans objet. Mais l'heureuse inspiration lui vint d'associer à son relèvement le Comité fédéral républicain que préoccupait exclusivement, et avec raison, l'organisation de la Garde nationale toujours en vigueur. Des officiers de tous grades la composaient. Ils se réunissaient rue Richelieu, au restaurant Lemardelay qui existait sur l'emplacement actuel du *Journal*.

Arnold, Bergeret et Viard s'y rendirent et démontrèrent si bien l'avantage de centraliser les forces au lieu de les diviser qu'une commission dont faisaient partie Varlin, Pindy, Boursier, Conty, Choteau et Bergeret, abouchée sur-le-champ avec le Comité fédéral républicain, accomplit la fusion désirée. Le 3 mars, les dix articles du projet de statuts élaboré par le Comité central, et leur application immédiate, furent votés, ainsi que la résolution suivante proposée par Varlin : « La Garde nationale entend revendiquer le droit absolu de nommer tous ses chefs et de les révoquer dès qu'ils ont perdu la confiance de ceux qui les ont élus. »

Enfin l'Assemblée mettant aussitôt les fers au feu décidait que les chefs de tous grades devaient se représenter immédiatement devant leurs électeurs. Après quoi, Boursier annonça son intention de soumettre à une prochaine réunion cette autre motion : « Dans le cas où, comme certains bruits tendent à le faire croire, le siège du gouvernement serait transporté ailleurs qu'à Paris, la Ville de Paris devrait se constituer immédiatement en République indépendante. »

Bref, le Comité central se déclarait prêt à prendre ses responsabilités en face d'une Assemblée nationale qui lui prodiguait de loin les motifs d'irritation. Le gouvernement était donc mal fondé à qualifier d'organisation occulte ignorée de lui une Fédération et un Comité dont la presse avait signalé l'existence et les intentions.

D'autre part et du 1^{er} au 18 mars, les nouvelles qui parvinrent de Bordeaux à Paris semblèrent y être apportées à tire-d'aile par des pigeons noirs. C'était comme un fait exprès : tout avait l'air de conspirer pour brimer Paris et témoigner à son égard la méfiance qu'inspire une mauvaise bête.

Avant de condamner la Commune et ses excès de pouvoir, il faudrait pourtant essayer de regarder Paris, à cette époque, comme un grand malade à peine en convalescence, après avoir passé cinq mois entre la vie et la mort. Il avait droit à des ménagements, des soins particuliers ; tandis que ses parents de province, remis eux de leurs émotions, retournaient à leurs habitudes comme si rien n'avait été.

Les premières séances publiques de l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux le 13 février, pour la première fois, ne rassuraient pas les républicains auxquels les campagnes avaient pourtant préféré les candidats de la paix à outrance, c'est-à-dire à tout prix. L'union momentanée des monarchistes et des républicains s'était faite sur le nom de Thiers nommé dans vingt-six départements et qui ne s'illusionnait pas lui-même sur la durée de la trêve. Il pensait bien qu'on l'avait choisi pour tirer du feu les marrons que les partis se disputeraient ensuite.

Il avait beau dire aux monarchistes et à leurs adversaires qu'ils pouvaient vivre à côté les uns des autres, rien n'était moins vrai ; ils dressaient la crête chacun de son côté, et la faction réclamant la paix n'était pressée de la conclure que pour ne pas laisser à la République le temps de s'incruster.

On s'en était aperçu tout de suite au tumulte soulevé par la distinction à établir entre l'armée, représentant la France, et la Garde nationale défendue par le colonel Langlois qui avait été avec elle à Buzenval et à Montretout.

Paris comprit que Bordeaux allait lui donner de la tablature, et il ne se trompa pas.

Le 28 février, Thiers qui, la veille, avait quitté Paris et n'en pouvait pas ignorer l'esprit, demanda à la Chambre de prendre connaissance du texte des préliminaires de paix afin d'accélérer les ratifications qui devaient permettre le rapatriement de nos prisonniers et l'évacuation d'une grande partie de notre territoire, Paris y compris.

Le 3 mars, Rochefort, Ranc, Malon, députés de Paris, et Tridon, député de la Côte-d'Or, démissionnaient, bientôt suivis, dans leur repliement, par Félix Pyat et Ledru-Rollin.

Le 4 mars, Delescluze, Frédéric Cournet, Razoua et Millière demandèrent que fussent décrétés d'accusation les membres du gouvernement de la Défense nationale acclamés le 4 septembre.

Le 6 mars, Thiers déposa la proposition relative à la translation de l'Assemblée nationale dans une ville moins loin de Paris que ne l'était Bordeaux. Premier tintement de la sonnette d'alarme.

Le 8, la vérification des pouvoirs ayant remis sur le tapis l'élection de Garibaldi, bien que celui-ci se fût invalidé lui-même en partant sans esprit de retour, Victor Hugo voulut faire observer que cet étranger auquel on contestait la qualité de citoyen français, l'avait acquise en combattant à notre service. C'était même le seul de tous nos généraux qui n'eût pas été vaincu.

À ces mots, la droite fit explosion et l'un de ses membres, un fantoche breton nommé de Lorgeril, cria de son banc : « Votre héros n'est qu'un comparse de mélodrame ! » Il compléta son incartade en invitant l'Assemblée à retirer la parole au poète *qui ne parlait pas français !*

Victor Hugo descendit de la tribune et donna, séance tenante, sa démission. Lorgeril n'est pas dans *Les Châtiments* ; mais il est caché, dans *L'Année terrible*, à la date de mars, sous ce voile transparent :

*Et regagnons chacun notre haute falaise
Où si l'on est hué, du moins c'est par la mer ;
Allons chercher l'insulte auguste de l'éclair,
La fureur jamais basse et la grande amertume,
Le vrai gouffre, et quittons la bave pour l'écume.*

L'Assemblée nationale vagissante atteignit ainsi le 10 mars, autre jour de malheur pour le pays : elle décapitalisa Paris. Après avoir hésité entre Bordeaux, Orléans, Fontainebleau et Versailles, elle opta pour Versailles, par 461 voix contre 104. Dans l'esprit de la majorité rurale, à la pression de laquelle Thiers avait cédé, décapitaliser Paris, c'était décapiter la révolution dont la réaction avait peur. Et celle-ci se figurait que Paris allait recevoir ce soufflet sans avoir envie de le rendre !

Mais bien qu'il ne parût pas disposé à tendre l'autre joue, elle fut frappée le même jour et avec la même violence par la loi sur la prorogation des échéances, la plus impopulaire dont le pouvoir exécutif pût s'aviser. Et Thiers lui attribuait une heureuse influence sur la reprise des affaires ! Il allait voir...

Louis Blanc, député de la Seine, avait été meilleur prophète en disant à la tribune : « Ôter à Paris son rang de capitale, ce serait en réunir tous les habitants, grands et petits, bourgeois et ouvriers, riches et pauvres, dans un même sentiment de colère formidable. Ce serait souffler à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à mainte autre ville importante, la plus dangereuse des tentations... Ce serait pousser Paris à se donner un gouvernement à lui, gouvernement contre lequel l'Assemblée, siégeant ailleurs, ne pourrait rien... et faire sortir peut-être des cendres de l'horrible guerre étrangère qui finit à peine, une guerre civile plus horrible encore. »

L'Assemblée-croupion passa outre à cet avertissement et se donna rendez-vous à Versailles le 20 mars.

On était à dix-huit jours de la Commune, à vingt jours de la translation du corps électoral dans la ville du Roi-Soleil !

On ne pouvait pas s'y prendre mieux pour ensemercer de bile un champ labouré par les obus.

Paris recevait chaque jour de Bordeaux la provision de nouvelles dont il nourrissait son dépit. Mais c'était surtout la question des échéances et des loyers qui exaspérait à la fois la classe ouvrière des faubourgs et les autres quartiers où le petit commerce, les petits fabricants et les artisans végétaient. Le gouvernement mettait en quelque sorte les quittances de loyer en retard sur la gorge des locataires aux abois, après cinq mois de siège, de chômage et de privations. À cela s'ajoutait l'exigibilité, le 13 mars, des effets de commerce échus du 13 août au 13 novembre 1870. Elle acculait si bien les débiteurs à la faillite que, du 13 au 17 mars, on ne compta guère moins de cent-cinquante mille protêts ! Tandis que la Prusse victorieuse facilitait la reprise des affaires en accordant trois mois, à partir de fin février, avec échéances échelonnées à leur date, aux souscripteurs d'effets de commerce en souffrance, le ministre des Finances, presse-purée, l'intrépide Pouyer-Quertier, réduisait le délai à treize jours !

Or, depuis huit mois, les ateliers étant fermés, des milliers de personnes sans occupation touchaient des secours ; et l'on se disposait à supprimer aux gardes nationaux les trente sous dont ils subsistaient ! Ils devaient trouver du travail dans le plus bref délai – ou mourir de faim. Si réellement l'esprit de l'Assemblée nationale était borné, elle ne pouvait pas comprendre que les événements avaient fait de Paris une vaste poudrière dont l'explosion ne tenait qu'à une allumette. Mais, à la vérité, cette Chambre « nommée dans un jour de malheur » disait l'un de ses membres, le ministre Beulé, savait très bien ce qu'elle semait, et la preuve c'est qu'elle ne fixait pas son siège à Paris, dans la crainte de sauter avec la poudrière.

Tranquille à présent de ce côté, elle approuvait la suppression de six journaux républicains par ordre du général Vinoy et se félicitait qu'on eût condamné à mort Blanqui et Flourens pour la part qu'ils avaient prise à l'attentat du 11 octobre. Cela donnerait à réfléchir aux rouges tentés de les imiter.

Thiers était, certes, un berger coupable de complaisance envers le lâche troupeau qu'il menait à l'abreuvoir ; mais que dire de ce bétail réactionnaire qui songeait à sauver, après sa peau, sa poche ? Car il y avait, de son côté de la barricade, plus de propriétaires que de locataires et plus de créanciers que de débiteurs.

À partir du 10 mars, le gouvernement n'avait plus de fautes à commettre ; et il n'en rata pas une.

Un incident inattendu fit l'office d'allumette.

On peut dire inattendu, car on pensait généralement que les canons appartenant à la Garde nationale, qui les avait payés de ses deniers et transportés en grande partie sur les hauteurs dominant Paris, cesseraient d'être une menace dès que le gouvernement se montrerait résolu à s'en emparer. Beaucoup d'adresse était pour cela nécessaire, vu que la convention de l'armistice réduisait la force militaire à 12 000 hommes ; et la Garde nationale était d'autant plus méfiante qu'elle liait son désarmement projeté à la reprise des canons qui étaient entre ses mains un gage. Après les canons viendraient les fusils, la solde, tout ce qui lui restait, enfin, pour sauver la République en péril depuis qu'elle était confiée aux Thénardiens qui l'emmenaient de Bordeaux à Versailles.

Et Thiers se décida enfin, le 17 mars, à tenir aux parisiens le langage de l'Empire : « Que les méchants tremblent ; que les bons se rassurent ! » Une proclamation affichée dans la nuit répéta : « Que les bons citoyens se séparent des mauvais. » Le Comité central y était dénoncé « comité occulte qui méconnaît l'autorité du général d'Aurelles et prétend commander seul à une partie de la Garde nationale... Ces hommes qui vous ont déjà causé tant de mal et que vous avez dispersés vous-mêmes le 31 octobre, affichent la prétention de vous dé-

fendre contre les Prussiens qui n'ont fait que paraître dans vos murs... et braquent des canons sur vos enfants, vos maisons et vous-mêmes, enfin compromettent la République au lieu de la défendre... etc. »

Quand on élève ainsi la voix, il faut être à peu près certain de l'obéissance. Les hommes « mal intentionnés » dont parlait, dans sa dernière proclamation, le chef de l'impuissance exécutive, lui manifestèrent le 18 mars leur résolution à eux. L'attaque menée dès le matin contre les Buttes Montmartre par le général Lecomte, commandant environ trois mille hommes chargés d'enlever les canons du parc des Rosiers, cette attaque échoua complètement devant l'attitude de la foule et des gardes nationaux qui fraternisèrent avec les soldats. Le général Vinoy, entendant la fusillade, lui tourna le dos, abandonnant à leur destin les généraux Lecomte, qui avait ordonné le feu sur la foule, et Clément Thomas contre lequel la Garde nationale avait, depuis juin 1848, une dent qui ne s'était point amollie, loin de là, pendant le dernier Siècle. Tous deux, faits prisonniers, avaient été fusillés ensemble rue des Rosiers, au siège du Comité de Montmartre, irresponsable, comme le Comité central, d'un jugement sommaire et d'une exécution rapide.

Le soir, Vinoy, avec vingt mille hommes, couvrait la retraite du gouvernement dont la pusillanimité avait causé le mal ; car on a bien dit que, s'il avait été là pour prendre ses responsabilités, toute tentative d'insurrection eût avorté, à ce moment-là du moins.

Investi du pouvoir dont le rendait maître la fuite de Thiers, le Comité central n'était, contrairement à ce qu'on a prétendu, qu'un des deux chirurgiens appelés au chevet de Paris pour débrider la plaie qui menaçait d'infecter la République. Le premier avait raté l'opération ; le second, intervenant alors inopinément, l'avait réussie. Le soir du 18 mars, le Comité central disposait de Paris abandonné à lui-même.

Les membres du Comité s'étaient séparés dans la nuit du 17 au 18 et ne devaient plus se réunir que le 18 au soir, non plus à la Corderie, mais rue Basfroi, dans une école réquisitionnée. Ils n'apprirent les événements que par la rumeur publique et les affiches officielles. Vinrent au rendez-vous : Varlin, Goullé, Lavalette, Bouis, Geresme, Arnold, Boursier, quelques autres.

De Montmartre, cependant, la traînée de poudre avait atteint tous les quartiers de Paris. L'Hôtel de ville, la place Vendôme, l'Imprimerie nationale, la caserne du prince Eugène, les ministères, étaient successivement occupés par les insurgés surpris de leur victoire.

La défense s'organisait rapidement à Montmartre, aux Batignolles, à Belleville, au Panthéon, à la Bastille, au faubourg Saint-Antoine. Les membres du Comité central propageaient le mouvement dans toutes les directions : c'était une irradiation. Mieux armée, mieux équipée, mieux commandée, prête enfin à marcher sur Versailles, la Garde nationale en eût, facilement et sans effusion de sang, chassé l'Assemblée nationale poltronne qui avait tiré là ses grègues embrenées.

Le Comité central, cependant, ne perdait pas son temps. Beau joueur, il apprêtait les élections municipales dont la Commune allait sortir, en dépit des maires et des députés de la Seine qui se prononçaient en vain contre elle. Le 26 mars, une assemblée communale était élue, beaucoup plus régulièrement, on peut le dire, que ne l'avait été, acclamé par lui-même, le gouvernement du 4 septembre. Voit-on l'insurrection du 18 mars se couronnant de ses propres mains, sans tenir son autorité de la souveraineté des électeurs ?

Ce qui, peut-être, devait nuire le plus longtemps à la Commune dans l'esprit de ses juges prévenus contre elle, c'est l'erreur qu'ils commettaient et commettent encore aujourd'hui, en confondant le Communalisme, dont le mouvement révolutionnaire du 18 mars était l'expression, avec le Communisme, épouvantail de la classe possédante. On n'appela jamais Communistes les insurgés de 1871 ;

c'est temporairement que le mot *communeux* les étiqueta, à Paris, mais surtout à Londres. Il ne s'établit pas dans le vocabulaire. Les fédérés sont entrés dans l'histoire sous le nom de Communards, qu'ils ont conservé ; mais il a perdu le sens péjoratif qu'avait fait prévaloir l'adversaire.

Dans son discours prononcé à la première des séances de la Commune de Paris, Charles Beslay, son président d'âge, d'accord avec la plupart des membres de la majorité et la minorité tout entière, disait le 28 mars 1871 : « À la commune, ce qui est d'intérêt communal ; à la région, ce qui est d'intérêt régional ; à la nation, ce qui est d'intérêt national. »

C'était clair, sinon réalisable...

Quoi qu'il en soit, depuis deux jours la Commune était faite, sans passer muscade, et en dépit des bâtons que lui avaient jetés dans les roues maires et députés conservateurs de la Seine.

Elle était faite par qui ? Par des hommes sans nom, sans visage, sans passé, sans diplômes, sans personnalité aucune...

Lissagaray a bien dit : « Depuis le matin du 10 août 1792, Paris n'avait pas vu un tel avènement d'obscurs. »

On ne les connaissait pas... ; les connaît-on davantage aujourd'hui ? Combien de landes faudra-t-il encore défricher pour semer leurs noms, comme nous l'avons fait le plus possible – et qu'ils poussent ? Ce n'est pas cette élite de la démocratie bourgeoise qui a foisonné pendant cent ans comme le champignon vénéneux, et empoisonné la société qui en mourra. C'est la fleur du prolétariat, instituteurs, artisans, ouvriers, enfants du pauvre et fils de leurs œuvres, qui ont rongé leur frein dans l'ombre de leur classe, bien placés pour en connaître tous les besoins jamais satisfaits. Ils ont vu leurs parents vivre de privations et mourir à la peine ; personne autre que l'autodidacte n'a fait les frais de ses études et mâché ses lectures. C'est entendu : il sent l'étable et le suint des bêtes à laine fauchées ainsi qu'un pré... Mais il en a assez d'être tondu et de bêler à la lune, vieille comme le monde, qui perpétue là-haut la face narquoise et le mirage de la Terre promise aux troupeaux résignés. Ils ont été longs à s'apercevoir qu'ils n'avaient fait que changer de rois mages, le jour où les fils ingrats de 89, passés à l'ennemi et forcés en serre chaude par des horticulteurs renfrognés, ont reçu d'eux la mission de guider à leur tour le peuple pèlerin vers une étoile insaisissable dont l'éclat l'aveuglera. Mais l'autodidacte est venu et s'est mis en marche à la tête du troupeau, comme le berger de sa parenté, qui n'a jamais cessé de regarder à terre. Il n'y a plus de Terre promise. Chose promise, chose due. Tout ce que le pied ne foule pas, tout ce que la main n'atteint pas, n'est qu'un leurre.

La Commune est l'accession au pouvoir de l'autodidacte tourné en dérision..., un pouvoir encore microscopique, mais qui va faire la tache d'huile et s'étendre de toute l'Europe au monde entier.

Dans la Commune de Paris, issue pour une bonne part du Comité central composé d'autodidactes frais émoulus de l'Internationale ouvrière, ceux-ci ne sont encore qu'un élément, le grain soumis aux caprices du vent et des saisons... Mais le grain malgré tout a germé, non seulement en France, mais ailleurs, où l'autodidaxie fait aujourd'hui la loi et les prophètes. On voudrait évidemment que le prolétariat international exerçât sans dictateur la dictature à laquelle il aspire ; on voudrait surtout qu'il n'imitât pas la roture enrichie par la Révolution française et qui n'eût rien de plus pressé, à compter de ce moment-là, que de se dégraisser en s'achetant une savonnette à vilain. Les rôles sont renversés : la mésalliance de l'avenir sera le fait des hommes partis d'en bas qui renieront cette noblesse.

Louis Veillot ne la reniait pas, lui, quand il faisait cette fière réponse à un gentilhomme qui insultait à sa naissance plébéienne : « Vous descendez des croisés : j'en suis fort aise. Moi, je monte d'un tonnelier. »

Autodidacte donc, dans la plus haute acception du terme, Louis Veillot,

comme, à l'autre bout de la chaîne, P. J. Proudhon, fils d'un tonnelier aussi et d'une mère cuisinière, ce qui l'autorisait à se conférer une noblesse de race en disant orgueilleusement : « Je suis noble, moi ! »

Il est sans doute plus difficile qu'à leur époque de *monter* d'un tonnelier et d'une cuisinière, à présent que la machine a tué l'artisan et soumis l'ouvrier au travail en série et sans intérêt qui atrophie l'intelligence plus vite et plus sûrement que n'importe quelle occupation de l'esprit et des mains. La vie de Proudhon, jusqu'à 12 ans, s'était passée aux champs. Il avait gardé les vaches et disait plus tard: « Je ne connais pas d'existence plus contemplative et plus réaliste, plus opposée à cet absurde spiritualisme qui fait le fond de l'éducation et de la vie chrétienne. » Et il ajoutait : « Que dites-vous, Monseigneur, de cette existence crottée ? »

Cette existence crottée a été celle de tous les autodidactes nés dans un sabot.

Ce qu'a gagné l'ouvrier contemporain en durée de présence et d'haleine à la fabrique et à l'usine, à quoi cela lui sert-il s'il n'en profite pas pour s'instruire et ruminer comme faisaient sans fatigue, après dix heures de boulot dans leur métier, Varlin, Benoît Malon, Camélinat et quantité d'autres autodidactes qui s'appliquaient à défricher un monde nouveau plutôt qu'à déchiffrer le passé et préféraient la compagnie des humains à celle des humanistes. Chacun son goût.

Il y a dans les *Carnets* de Ludovic Halévy, à la date de 1869, un oracle qui surprend sous la plume d'un auteur léger.

On vient d'apprendre à Nantes le résultat des élections de mai à Paris. Il y est symptomatique ainsi qu'à Nantes, où Prévost-Paradol, rallié à l'Empire, est battu par l'honnête docteur Guépin, vieux démocrate que traite d'idiot l'auteur de *La Belle Hélène*. La foule enivrée crie sur la place : Vive Guépin ! Négociants, gros industriels, hobereaux consternés, se sentent broyés par le suffrage universel. Quel chemin parcouru en six ans ! En 1863, les ouvriers de Nantes nommaient le candidat officiel ; ils n'en veulent plus, ils donnent 11 500 voix à Guépin, et moins de 2 000 à son concurrent ! Et Ludovic Halévy, perspicace, de noter : « Ceux qui se sont abstenus en 1869 ne s'abstiendront pas en 1875 ; ils seront 15 000 dans six ans, et nommeront un contremaître, puis un ouvrier en 1881. » Il n'était pas téméraire d'en accepter l'augure. Le prophète légitimiste ne se trompait que de date : il anticipait. C'est le XX^e siècle seulement qui aura vu grandir et s'imposer, partout, l'autodidacte, truchement des classes déshéritées dont il sort, et sans doute le seul capable aujourd'hui, en transfusant ses globules rouges dans un corps épuisé, de sauver le malade.

Lucien DESCAVES

1935

<http://acontretemps.org/spip.php?article634>

